
2nd Session, 56th Legislature
New Brunswick
56-57 Elizabeth II, 2007-2008

2^e session, 56^e législature
Nouveau-Brunswick
56-57 Elizabeth II, 2007-2008

BILL

56

**An Act to Amend the
Credit Unions Act**

Read first time: May 13, 2008

Read second time:

Committee:

Read third time:

PROJET DE LOI

56

**Loi modifiant la
Loi sur les caisses populaires**

Première lecture : le 13 mai 2008

Deuxième lecture :

Comité :

Troisième lecture :

HON. THOMAS J. BURKE, Q.C.

L'HON. THOMAS J. BURKE, c.r.

BILL 56

PROJET DE LOI 56

**An Act to Amend the
Credit Unions Act**

**Loi modifiant la
Loi sur les caisses populaires**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of New Brunswick, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick, édicte :

1 *Section 25 of the Credit Unions Act, chapter C-32.2 of the Acts of New Brunswick, 1992, is repealed and the following is substituted:*

1 *L'article 25 de la Loi sur les caisses populaires, chapitre C-32.2 des Lois du Nouveau-Brunswick de 1992, est abrogé et remplacé par ce qui suit :*

25 No credit union shall, without the approval of the Superintendent and the federation of which the credit union is a member,

25 Une caisse populaire ne peut, sans l'approbation du surintendant et de la fédération dont elle est membre :

(a) establish or relocate a branch office of the credit union or renovate or expand the premises of a branch office of the credit union, or

a) ni établir ou déménager une succursale, ni en rénover ou agrandir les locaux;

(b) renovate or expand the premises of the registered office of the credit union.

b) ni rénover ou agrandir les locaux de son bureau enregistré.

2 *Section 39 of the Act is amended in the portion preceding paragraph (a) by striking out "shall not pay" and substituting "shall not declare or pay".*

2 *L'article 39 de la Loi est modifié, au passage qui précède l'alinéa a), par la suppression de « ne peut pas payer » et son remplacement par « ne peut pas déclarer ou payer ».*

3 *Section 40 of the Act is amended*

3 *L'article 40 de la Loi est modifié*

(a) *by repealing subsection (1);*

a) *par l'abrogation du paragraphe (1);*

(b) *by repealing subsection (2);*

b) *par l'abrogation du paragraphe (2);*

(c) *by adding before subsection (3) the following:*

c) *par l'adjonction de ce qui suit avant le paragraphe (3) :*

40(1.1) If, but for paragraph 39(c), a credit union would be able to make a payment of a dividend on shares held by the stabilization board of which the credit union is a member, the stabilization board may authorize the payment on such terms and conditions as the stabilization board considers appropriate.

40(1.2) Liabilities of a credit union in relation to payments authorized under subsection (1), as that subsection existed immediately before its repeal, are not affected by the repeal.

40(1.3) Nothing in section 39 affects the payment of a dividend on a share other than a membership or surplus share if the dividend is required to be paid in accordance with the terms of a share certificate and the share was issued before the commencement of this subsection.

(d) in subsection (3) by striking out “subsection (1)” and substituting “subsection (1.1)”.

4 *The Act is amended by adding after section 40 the following:*

40.1(1) A credit union shall not authorize or record in its books of account an accumulation of dividends on shares of the credit union, if the equity of the credit union would, if the dividends were declared, be less than that required under section 55 and the regulations.

40.1(2) Subsection (1) does not apply in relation to shares of a credit union that are held by a stabilization board.

40.1(3) Nothing in subsection (1) affects the rights, privileges, restrictions and conditions attaching to shares issued before the commencement of this subsection.

40.1(4) If, on the commencement of this section, the articles of a credit union provide that dividends may accumulate on any of the shares issued by the credit union,

(a) the articles shall be deemed to include provisions that reflect the terms of subsections (1), (2) and (3), and

40(1.1) Si une caisse populaire, n'était l'alinéa 39c), pouvait payer des dividendes sur les parts sociales détenues par l'office de stabilisation dont elle est membre, l'office a la faculté d'en autoriser le paiement selon les modalités et aux conditions qu'il estime indiquées.

40(1.2) Les obligations auxquelles une caisse populaire est assujettie relativement aux paiements qu'autorise le paragraphe (1), tel qu'il existait immédiatement avant son abrogation, ne sont pas éteintes du fait de son abrogation.

40(1.3) L'article 39 n'a pas pour effet d'empêcher le paiement de dividendes sur des parts sociales qui ne sont pas des parts sociales d'adhésion ou de surplus, si les dividendes doivent être payés conformément aux modalités énoncées dans un certificat de parts sociales et que les parts sociales ont été émises avant l'entrée en vigueur du présent paragraphe.

d) au paragraphe (3), par la suppression de « paragraphe (1) » et son remplacement par « paragraphe (1.1) ».

4 *La Loi est modifiée par l'adjonction de ce qui suit après l'article 40 :*

40.1(1) Une caisse populaire ne peut permettre l'accumulation de dividendes sur ses parts sociales ni en permettre l'inscription dans ses livres comptables, si la déclaration de ces dividendes devait faire en sorte que l'avoir de ses membres serait inférieur au minimum qu'exigent l'article 55 et les règlements.

40.1(2) Le paragraphe (1) ne s'applique aucunement aux parts sociales d'une caisse populaire que détient un office de stabilisation.

40.1(3) Le paragraphe (1) ne porte pas atteinte aux droits, aux privilèges, aux restrictions et aux conditions rattachés aux parts sociales émises avant l'entrée en vigueur du présent paragraphe.

40.1(4) Si, à l'entrée en vigueur du présent article, les statuts d'une caisse populaire prévoient que peuvent s'accumuler des dividendes sur des parts sociales qu'elle émet :

a) les statuts sont réputés comprendre des dispositions qui reflètent les modalités énoncées aux paragraphes (1), (2) et (3);

(b) the credit union shall, within 12 months after the commencement of this section, send articles of amendment in prescribed form reflecting the terms of subsections (1), (2) and (3) to the Superintendent for filing.

5 Section 60 of the Act is amended

(a) in subsection (1) by striking out “by the directors of the credit union in accordance with this Act and the articles and by-laws of the credit union” and substituting “by the credit union”;

(b) by repealing subsection (2).

6 Section 85 of the Act is amended by adding after subsection (3) the following:

85(3.1) A person who has served as a director for a period of 9 consecutive years, or, as a result of the application of subsection (6), for a period of more than 9 consecutive years, is not eligible to be elected for a further term unless at least one year has elapsed since the end of that period.

7 Section 94 of the Act is repealed and the following is substituted:

94 The directors of a credit union shall establish, in accordance with the regulations, an audit committee that performs such duties and has such powers as may be provided for in the regulations.

8 Section 113 of the Act is amended

(a) in subsection (1) by striking out “shall appoint, from a list of auditors prepared by the stabilization board but subject to subsection (3), an auditor for the credit union” and substituting “shall, subject to subsection (3), appoint an auditor for the credit union”;

(b) by adding after subsection (1) the following:

113(1.1) An appointment of an auditor made under subsection (1), on or after the commencement of this subsection, is not effective until approved by the Superintendent.

b) dans les douze mois de l’entrée en vigueur du présent article, elle fait parvenir au surintendant pour dépôt des statuts de modification établis en la forme prescrite qui reflètent les modalités énoncées aux paragraphes (1), (2) et (3).

5 L’article 60 de la Loi est modifié

a) au paragraphe (1), par la suppression de « par les administrateurs de la caisse populaire conformément à la présente loi, aux statuts et règlements administratifs de la caisse populaire » et son remplacement par « par la caisse populaire »;

b) par l’abrogation du paragraphe (2).

6 L’article 85 de la Loi est modifié par l’adjonction de ce qui suit après le paragraphe (3) :

85(3.1) Ne peut être élue administrateur pour un autre mandat la personne qui a exercé la fonction d’administrateur pendant neuf années consécutives ou qui, par suite de l’application du paragraphe (6), a exercé cette fonction pendant plus de neuf années consécutives, sauf si une année au moins s’est écoulée depuis la fin de son mandat.

7 L’article 94 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

94 Les administrateurs d’une caisse populaire établissent conformément aux règlements un comité de vérification, lequel exerce les pouvoirs et les fonctions que lui confèrent les règlements.

8 L’article 113 de la Loi est modifié

a) au paragraphe (1), par la suppression de « les membres doivent nommer un vérificateur pour la caisse populaire à partir d’une liste de vérificateurs préparée par l’office de stabilisation, sous réserve du paragraphe (3) » et son remplacement par « les membres nomment, sous réserve du paragraphe (3), un vérificateur pour la caisse populaire »;

b) par l’adjonction de ce qui suit après le paragraphe (1) :

113(1.1) La nomination d’un vérificateur à laquelle il est procédé en vertu du paragraphe (1) à compter de l’entrée en vigueur du présent paragraphe ne prend effet qu’une fois que le surintendant l’approuve.

113(1.2) The Superintendent, in determining whether or not to approve an appointment, shall take into account the qualifications referred to in subsection (3) and any other matters that the Superintendent considers relevant.

(c) in subsection (2.1) by striking out “a stabilization board may, instead of preparing a list of auditors in accordance with subsection (1), appoint” and substituting “a stabilization board may appoint”;

(d) in subsection (2.91) by striking out the portion following paragraph (b) and substituting the following:

an auditor shall be appointed in accordance with section 116 to hold office until an auditor is appointed by the members of the credit union in accordance with subsection 113(1).

(e) in subparagraph (3)(a)(ii) by striking out “sufficient to meet the requirements of the stabilization board”;

(f) in subsection (6) by striking out “stabilization board of which the credit union is a member” and substituting “Superintendent”.

9 *Subsection 114(2) of the Act is amended by striking out “may be filled at the meeting at which the auditor is removed” and substituting “may be filled at the meeting at which the auditor is removed, but the appointment of an auditor under this section is not effective until approved by the Superintendent”.*

10 *Section 116 of the Act is amended by adding after subsection (3) the following:*

116(3.1) Notwithstanding anything in this section, an appointment of an auditor, on or after the commencement of this subsection, to fill a vacancy is not effective until approved by the Superintendent.

11 *Subsection 117(1) of the Act is amended by striking out “until an auditor is appointed by the members” and substituting “until an auditor is appointed by the members and that appointment is approved by the Superintendent”.*

12 *Section 191 of the Act is repealed and the following is substituted:*

113(1.2) Le surintendant tient compte des qualités requises prévues au paragraphe (3) et de ce qu’il estime pertinent pour lui permettre de décider s’il devrait approuver la nomination.

c) au paragraphe (2.1), par la suppression de « un office de stabilisation peut, au lieu de préparer une liste de vérificateurs conformément au paragraphe (1), nommer » et son remplacement par « un office de stabilisation peut nommer »;

d) au paragraphe (2.91), par la suppression du passage qui suit l’alinéa b) et son remplacement par ce qui suit :

un vérificateur est nommé conformément à l’article 116 pour occuper le poste jusqu’à ce que les membres de la caisse populaire en nomment un conformément au paragraphe 113(1).

e) au sous-alinéa (3)a)(ii), par la suppression de « suffisante pour satisfaire aux exigences de l’office de stabilisation, »;

f) au paragraphe (6), par la suppression de « à l’office de stabilisation dont elle est membre » et son remplacement par « au surintendant ».

9 *Le paragraphe 114(2) de la Loi est modifié par la suppression de « peut être comblée à l’assemblée où cette révocation a lieu » et son remplacement par « peut être remplie à l’assemblée au cours de laquelle cette révocation a lieu, mais la nomination du vérificateur à laquelle il est procédé en vertu du présent article ne prend effet qu’une fois que le surintendant l’approuve ».*

10 *L’article 116 de la Loi est modifié par l’adjonction de ce qui suit après le paragraphe (3) :*

116(3.1) Malgré les autres dispositions du présent article, la nomination d’un vérificateur en vue de pourvoir à une vacance à laquelle il est procédé à la date de l’entrée en vigueur du présent paragraphe ou après cette date ne prend effet qu’une fois que le surintendant l’approuve.

11 *Le paragraphe 117(1) de la Loi est modifié par la suppression de « seulement jusqu’à la nomination de son successeur par les membres » et son remplacement par « jusqu’à ce que son successeur soit nommé par les membres et que le surintendant approuve sa nomination ».*

12 *L’article 191 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :*

191 Except where it is inconsistent with this Part, Part VII applies with the necessary modifications in relation to the directors and officers of a federation.

13 *Paragraph 196(b) of the Act is repealed and the following is substituted:*

(b) to provide financial assistance to its member credit unions in accordance with paragraph 198(1)(c) or the regulations, and

14 *Subsection 198(1) of the Act is amended*

(a) *by repealing paragraph (c) and substituting the following:*

(c) make available to a member credit union whose level of equity has fallen below the amount required under section 55 and the regulations for reasons other than an increase in the total assets of the credit union, subject to the regulations, any form of financial assistance for the purposes of stabilization that the stabilization board considers appropriate on such terms and conditions as it considers appropriate,

(b) *by adding after paragraph (j) the following:*

(j.1) require its member credit unions to take any measure or implement any procedure that it considers necessary to assess the risk that a member credit union may require financial assistance from the stabilization board or the risk of a claim against the Corporation,

15 *Section 199 of the Act is amended*

(a) *by adding after paragraph (b) the following:*

(b.1) pay into the deposit insurance fund, out of its stabilization fund, in the case of a liquidation of a member credit union, an amount equal to the amount required for the Corporation to pay out claims of depositors of the credit union in accordance with section 220,

(b) *in paragraph (c) by striking out “credit union” and substituting “member credit union”.*

16 *Section 201 of the Act is amended*

191 Sauf en cas d’incompatibilité avec la présente partie, la partie VII s’applique, avec les adaptations nécessaires, aux administrateurs et aux dirigeants d’une fédération.

13 *L’alinéa 196b) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :*

b) de fournir de l’aide financière à ses caisses populaires membres conformément à l’alinéa 198(1)c) ou aux règlements, et

14 *Le paragraphe 198(1) de la Loi est modifié*

a) *par l’abrogation de l’alinéa c) et son remplacement par ce qui suit :*

c) sous réserve des règlements, rendre disponible à une caisse populaire membre dont le montant de l’avoir est devenu inférieur à celui qu’exigent l’article 55 et les règlements pour des raisons étrangères à une augmentation de son actif total toute forme d’aide financière aux fins de stabilisation qu’il considère appropriée selon les modalités et aux conditions qu’il estime indiquées,

b) *par l’adjonction de ce qui suit après l’alinéa j) :*

j.1) exiger que ses caisses populaires membres prennent les mesures et les moyens qu’il estime nécessaires pour évaluer le risque que représente une demande d’aide financière présentée par une caisse populaire membre à l’office de stabilisation ou une réclamation faite à la Société,

15 *L’article 199 de la Loi est modifié*

a) *par l’adjonction de ce qui suit après l’alinéa b) :*

b.1) au moment de la liquidation d’une caisse populaire membre, verser dans le fonds d’assurance-dépôts sur son fonds de stabilisation les sommes qui permettent à la Société de régler les réclamations des déposants de la caisse populaire conformément à l’article 220,

b) *à l’alinéa c), par la suppression de « d’une caisse populaire » et son remplacement par « d’une caisse populaire membre ».*

16 *L’article 201 de la Loi est modifié*

(a) by repealing paragraph (a) and substituting the following:

(a) to provide financial assistance to credit unions in accordance with this Act and the regulations for the purposes of stabilization;

(b) by adding after paragraph (a) the following:

(a.1) to make payments into the deposit insurance fund in accordance with paragraph 199(b.1); and

17 Section 202 of the Act is amended

(a) in subsection (1) by striking out “in accordance with the regulations”;

(b) in subsection (3) by striking out “the stabilization fund” and substituting “its stabilization fund”;

(c) by repealing subsection (4).

18 The Act is amended by adding after section 202 the following:

202.1 For the purposes of sections 202.2 to 202.4, the amounts prescribed are excluded in determining the total amount of the stabilization fund of a stabilization board.

202.2(1) A stabilization board shall maintain in its stabilization fund an amount not less than the amount determined in accordance with the regulations.

202.2(2) Subsection (1) applies between the date of the commencement of this section and the date immediately preceding the date of the making of an order under subsection 202.3(1) in relation to the stabilization board, both dates inclusive.

202.2(3) On or before May 31 of each year, beginning in the year 2009 and ending in the year 2011, the Corporation shall review a stabilization board’s most recent financial statements referred to in subsection 211(2) for the previous fiscal year of the stabilization board and give written notice to the stabilization board with respect to the sufficiency or insufficiency of its stabilization fund.

202.2(4) If, on a review under subsection (3), the Corporation determines that the total amount of the stabilization fund on December 31 of the previous fiscal year was

a) par l’abrogation de l’alinéa a) et son remplacement par ce qui suit :

a) fournir de l’aide financière aux caisses populaires aux fins de stabilisation conformément à la présente loi et aux règlements;

b) par l’adjonction de ce qui suit après l’alinéa a) :

a.1) effectuer des versements dans le fonds d’assurance-dépôts conformément à l’alinéa 199b.1);

17 L’article 202 de la Loi est modifié

a) au paragraphe (1), par la suppression de « conformément aux règlements »;

b) au paragraphe (3), par la suppression de « verser au fonds de stabilisation le montant qu’il a reçu » et son remplacement par « verser dans son fonds de stabilisation ce qu’il a reçu »;

c) par l’abrogation du paragraphe (4).

18 La Loi est modifiée par l’adjonction de ce qui suit après l’article 202 :

202.1 Pour l’application des articles 202.2 à 202.4, sont exclues les sommes qui correspondent aux postes prescrits lorsqu’il s’agit de déterminer le solde du fonds de stabilisation d’un office de stabilisation.

202.2(1) L’office de stabilisation maintient dans son fonds de stabilisation le solde minimal réglementaire.

202.2(2) Le paragraphe (1) s’applique inclusivement dès l’entrée en vigueur du présent article jusqu’à la veille du jour où un ordre a été donné par rapport à un office de stabilisation en vertu du paragraphe 202.3(1).

202.2(3) Au plus tard le 31 mai chaque année, la Société examine les états financiers de l’office de stabilisation visés au paragraphe 211(2) qui sont les plus récents pour son exercice financier précédent, à compter de 2009 jusqu’en 2011. L’examen terminé, elle lui donne un avis écrit concernant la suffisance ou l’insuffisance de son fonds de stabilisation.

202.2(4) Si, à la suite de l’examen prévu au paragraphe (3), elle juge que le solde du fonds de stabilisation au 31 décembre de l’exercice financier précédent était infé-

less than the minimum amount determined under subsection (1), the Corporation shall, subject to subsections (5) and (7), make an order requiring the stabilization board, within the time specified in the order, to submit to the Corporation a plan, satisfactory to the Corporation, to replenish the stabilization fund on or before December 31, 2011, to an amount equal to the amount of the shortfall.

202.2(5) No more than one order under subsection (4) shall be made in relation to a stabilization fund.

202.2(6) If the Corporation makes an order under subsection (4), a copy of the order shall accompany the written notice given under subsection (3).

202.2(7) An order shall not be made under subsection (4) in respect of the stabilization fund of a stabilization board that is under supervision in accordance with Part XV.

202.3(1) After December 31, 2011, but on or before May 31, 2012, the Corporation shall, by order, fix the minimum amount that must be maintained by a stabilization board in its stabilization fund.

202.3(2) On or before May 31, 2015 and on or before May 31 of every third year after 2015, the Corporation shall review its existing order made under this section in respect of a stabilization fund and make a new order that continues, modifies or replaces the existing order.

202.3(3) A minimum amount fixed in an order under subsection (1) or (2) may be

(a) a specified amount, or

(b) an amount expressed as a percentage of the amount of the total assets of the member credit unions of the stabilization board in relation to which the order is made.

202.3(4) Without delay after an order is made under subsection (1) or (2) in respect of the stabilization fund of a stabilization board, the Corporation shall give written notice of the order to the stabilization board.

202.4(1) On or before May 31 of each year, beginning in the year 2012, the Corporation shall review a stabilization board's most recent financial statements referred to in subsection 211(2) for the previous fiscal year of the stabilization board and give written notice to the stabilization

rieur au solde minimal déterminé selon le paragraphe (1), sous réserve des paragraphes (5) et (7), la Société exige par ordre que l'office de stabilisation lui présente, dans le délai y imparti, un plan de redressement qu'elle estime satisfaisant pour renflouer le fonds de stabilisation et combler ainsi le déficit au plus tard le 31 décembre 2011.

202.2(5) La Société ne peut donner qu'un seul ordre en vertu du paragraphe (4) par rapport à chaque fonds de stabilisation.

202.2(6) La Société joint à l'avis écrit donné en vertu du paragraphe (3) copie de tout ordre que prévoit le paragraphe (4).

202.2(7) Le fonds de stabilisation d'un office de stabilisation qui a été mis sous surveillance conformément à la partie XV ne peut être visé par l'ordre que prévoit le paragraphe (4).

202.3(1) Après le 31 décembre 2011, mais au plus tard le 31 mai 2012, la Société détermine par ordre le solde minimal que l'office de stabilisation doit maintenir dans son fonds de stabilisation.

202.3(2) Au plus tard le 31 mai 2015, la Société revoit l'ordre actuel qu'elle a donné sous le régime du présent article relatif à un fonds de stabilisation et ordonne son maintien, sa modification ou son remplacement. Par la suite, elle procède à cette révision tous les trois ans au plus tard le 31 mai.

202.3(3) Le solde minimal que prévoit l'ordre donné en vertu du paragraphe (1) ou (2) peut être :

a) ou bien un montant déterminé;

b) ou bien un montant exprimé en pourcentage correspondant à l'actif total des caisses populaires membres de l'office de stabilisation visé par l'ordre.

202.3(4) Lorsque relativement au fonds de stabilisation d'un office de stabilisation elle donne un ordre en vertu du paragraphe (1) ou (2), la Société donne sans délai un avis écrit à l'office de stabilisation.

202.4(1) Au plus tard le 31 mai de chaque année à compter de 2012, la Société examine les états financiers d'un office de stabilisation visés au paragraphe 211(2) qui sont les plus récents pour son exercice financier précédent. L'examen terminé, elle lui donne un avis écrit concernant

board with respect to the sufficiency or insufficiency of its stabilization fund.

202.4(2) In 2012, if the Corporation determines on a review under subsection (1) that the total amount of the stabilization fund on December 31, 2011 was less than the minimum amount determined under subsection 202.2(1), the Corporation shall, subject to subsection (6), make an order requiring the stabilization board, within the time specified in the order, to submit to the Corporation a plan, satisfactory to the Corporation, to replenish the stabilization fund on or before December 31, 2012, to the minimum amount required to be maintained in the stabilization fund by order of the Corporation under subsection 202.3(1).

202.4(3) Beginning in the year 2013, if the Corporation determines on a review under subsection (1) that the total amount of the stabilization fund on December 31 of the previous fiscal year was less than the minimum amount that was required to be maintained in the stabilization fund on that date by order of the Corporation under section 202.3, the Corporation shall, subject to subsection (6), make an order requiring the stabilization board, within the time specified in the order, to submit to the Corporation a plan, satisfactory to the Corporation, to replenish the stabilization fund on or before December 31 of the year in which the order is made, to the amount described in subsection (4).

202.4(4) The amount to which a stabilization fund must be replenished under an order under subsection (3) is an amount equal to the minimum amount that must be maintained in the stabilization fund, as required by the most recent order of the Corporation made under section 202.3 in relation to that stabilization fund.

202.4(5) If the Corporation makes an order under subsection (2) or (3), a copy of the order shall accompany the written notice given under subsection (1).

202.4(6) An order shall not be made under subsection (2) or (3) in respect of the stabilization fund of a stabilization board that is under supervision in accordance with Part XV.

202.4(7) If a stabilization board fails by December 31, 2012 to replenish its stabilization fund, as required by an order made under subsection (2), to the minimum amount required to be maintained in the stabilization fund by order of the Corporation under subsection 202.3(1), the Corporation shall, on or before May 31, 2013, provide financial assistance to the stabilization board in an amount equal to the difference between the minimum amount required to

la suffisance ou l'insuffisance de son fonds de stabilisation.

202.4(2) En 2012, si elle juge à la suite de l'examen prévu au paragraphe (1) que le solde du fonds de stabilisation au 31 décembre 2011 était inférieur au solde minimal déterminé en vertu du paragraphe 202.2(1), la Société, sous réserve du paragraphe (6), exige par ordre que l'office de stabilisation lui présente dans le délai y imparti un plan de redressement qu'elle estime satisfaisant pour renflouer, au plus tard le 31 décembre 2012, le fonds de stabilisation jusqu'à concurrence du solde minimal prévu dans l'ordre donné en vertu du paragraphe 202.3(1).

202.4(3) À compter de 2013, si elle juge à la suite de l'examen prévu au paragraphe (1) que le solde du fonds de stabilisation au 31 décembre de l'exercice financier précédent était inférieur au solde minimal qui devait être maintenu à cette date dans le fonds de stabilisation, selon l'ordre donné en vertu de l'article 202.3, la Société, sous réserve du paragraphe (6), exige par ordre que l'office de stabilisation lui présente dans le délai y imparti un plan de redressement qu'elle estime satisfaisant pour renflouer le fonds de stabilisation au plus tard le 31 décembre de l'année au cours de laquelle l'ordre a été donné. Les sommes nécessaires à cette fin correspondent à celles qui sont mentionnées au paragraphe (4).

202.4(4) Afin de renflouer le fonds de stabilisation conformément à l'ordre prévu au paragraphe (3), les sommes à verser au fonds de stabilisation sont celles qui lui permettent d'atteindre le solde minimal prévu dans l'ordre le plus récent de la Société donné en vertu de l'article 202.3 par rapport à ce fonds de stabilisation.

202.4(5) La Société joint à l'avis écrit prévu au paragraphe (1) copie de tout ordre qu'elle a donné en vertu du paragraphe (2) ou (3).

202.4(6) Le fonds de stabilisation d'un office de stabilisation qui a été mis sous surveillance conformément à la partie XV ne peut être visé par l'ordre que prévoit le paragraphe (2) ou (3).

202.4(7) Si un office de stabilisation ne renfloue pas son fonds de stabilisation au plus tard le 31 décembre 2012 conformément à l'ordre donné en vertu du paragraphe (2) afin de maintenir le solde minimal qui devait l'être en vertu de l'ordre qu'elle a donné en vertu du paragraphe 202.3(1), la Société lui fournit, au plus tard le 31 mai 2013, une aide financière dont le montant correspond à l'écart constaté entre le solde minimal prévu dans l'ordre

be maintained in the stabilization fund as required by the order of the Corporation under subsection 202.3(1) and the total amount of the stabilization fund on December 31, 2012.

202.4(8) If a stabilization board fails to replenish its stabilization fund, as required by an order made under subsection (3), to the amount described in subsection (4) by December 31 of the year in which the order was made, the Corporation shall, on or before May 31 of the following year, provide financial assistance to the stabilization board in an amount equal to the difference between the amount described in subsection (4) and the total amount of the stabilization fund on December 31 of the year in which the order under subsection (3) was made.

202.4(9) Financial assistance provided under subsection (7) or (8) by the Corporation shall be subject to the terms and conditions determined by the Corporation.

202.5 When a stabilization board is placed under supervision in accordance with Part XV, any order of the Corporation under subsection 202.2(4) or 202.4(2) or (3), or any plan made under any such order, that is in effect in relation to the stabilization board immediately before it is placed under supervision is revoked.

19 Section 203 of the Act is amended

(a) in subsection (1)

(i) by repealing paragraph (b) and substituting the following:

(b) two persons with proven financial ability to the satisfaction of the Superintendent who shall be appointed by the Minister, on the recommendation of the Superintendent,

(ii) in paragraph (c) by striking “the stabilization is established who, notwithstanding paragraph 204(d), may be directors of a credit union or a federation, and” and substituting “the stabilization board was established who, notwithstanding paragraph 204(1)(d), may be directors of a credit union, other than a credit union that is under supervision in accordance with Part XV, and”;

(b) by adding after subsection (4) the following:

donné en vertu du paragraphe 202.3(1) et le solde du fonds de stabilisation au 31 décembre 2012.

202.4(8) Si un office de stabilisation ne renfloue pas son fonds de stabilisation conformément à l’ordre donné en vertu du paragraphe (3) afin de maintenir le solde minimal prévu au paragraphe (4) au plus tard le 31 décembre de l’année au cours de laquelle l’ordre a été donné, la Société lui fournit, au plus tard le 31 mai de l’année suivante, une aide financière dont le montant correspond à l’écart constaté entre le solde minimal prévu au paragraphe (4) et le solde du fonds de stabilisation en date du 31 décembre de l’année au cours de laquelle a été donné l’ordre prévu au paragraphe (3).

202.4(9) L’aide financière que fournit la Société en vertu du paragraphe (7) ou (8) est assujettie aux modalités et aux conditions qu’elle fixe.

202.5 Si un office de stabilisation est mis sous surveillance conformément à la partie XV, est révoqué tout ordre que donne la Société en vertu du paragraphe 202.2(4) ou 202.4(2) ou (3) ou tout plan de redressement établi en vertu de cet ordre qui est en vigueur par rapport à cet office immédiatement avant sa mise sous surveillance.

19 L’article 203 de la Loi est modifié

a) au paragraphe (1),

(i) par l’abrogation de l’alinéa b) et son remplacement par ce qui suit :

b) deux personnes nommées par le Ministre sur la recommandation du surintendant qui ont une compétence financière reconnue que le surintendant juge satisfaisante,

(ii) à l’alinéa c), par la suppression de « qui, notwithstanding l’alinéa 204d), peuvent être les administrateurs d’une caisse populaire ou d’une fédération » et son remplacement par « qui, malgré l’alinéa 204(1)d), peuvent être administrateurs d’une caisse populaire, sauf une caisse populaire mise sous surveillance conformément à la partie XV »;

b) par l’adjonction de ce qui suit après le paragraphe (4) :

203(4.1) Notwithstanding subsection (2), a person who has served as a director elected or appointed under subsection (1) for a period of 9 consecutive years, or, as a result of the application of subsection (4), for a period of more than 9 consecutive years, is not eligible to be elected or appointed under subsection (1) for a further term unless at least one year has elapsed since the end of that period.

(c) by repealing subsection (7) and substituting the following:

203(7) Where a vacancy occurs during the term of office of a director elected under paragraph (1)(a), a quorum of directors may fill the vacancy until the next annual meeting of the federation in relation to which the stabilization board was established.

(d) by adding after subsection (7) the following:

203(8) Where a vacancy occurs during the term of office of a director appointed under paragraph (1)(b) or (c), the vacancy may be filled for the remainder of the term of the director by an appointment made under that paragraph.

20 Section 204 of the Act is amended

(a) by renumbering the section as subsection 204(1);

(b) by adding before subsection (1) the following:

204(0.1) In this section, “officer” includes

(a) in respect of a credit union,

(i) a chairperson, vice-chairperson or secretary of the credit union or a person who holds an equivalent office in the credit union, or

(ii) a chairperson of the credit committee, if any, of the credit union or of the audit committee of the credit union, and

(b) in respect of a federation or stabilization board, a chairperson, vice-chairperson or secretary of the federation or stabilization board or a person who holds an equivalent office in the federation or stabilization board.

203(4.1) Malgré le paragraphe (2), ne peut être élue ou nommée en vertu du paragraphe (1) pour un autre mandat à titre d’administrateur la personne qui a été ainsi élue ou nommée et qui a exercé cette fonction pendant neuf années consécutives ou qui, par suite de l’application du paragraphe (4), a exercé cette fonction pendant plus de neuf années consécutives, sauf si une année au moins s’est écoulée depuis la fin de son mandat.

c) par l’abrogation du paragraphe (7) et son remplacement par ce qui suit :

203(7) Lorsqu’il se produit une vacance au cours du mandat d’un administrateur élu en vertu de l’alinéa (1)a), les administrateurs peuvent, s’il y a quorum, y pourvoir jusqu’à la prochaine assemblée annuelle de la fédération par rapport à laquelle a été établi l’office de stabilisation.

d) par l’adjonction de ce qui suit après le paragraphe (7) :

203(8) Il peut être pourvu à la vacance qui se produit au cours du mandat d’un administrateur nommé en vertu de l’alinéa (1)b) ou c) pour le reste du mandat de l’administrateur par une nomination à laquelle il est procédé en vertu de cet alinéa.

20 L’article 204 de la Loi est modifié

a) par la renumérotation de l’article, lequel devient le paragraphe 204(1);

b) par l’adjonction de ce qui suit avant le paragraphe (1) :

204(0.1) Au présent article, « dirigeant » s’entend notamment des personnes suivantes :

a) s’agissant d’une caisse populaire :

(i) son président, son vice-président ou son secrétaire ou le titulaire d’une charge équivalente relevant de celle-ci,

(ii) le président du comité de crédit, le cas échéant, ou du comité de vérification;

b) s’agissant d’une fédération ou d’un office de stabilisation, leur président, leur vice-président ou leur secrétaire ou le titulaire d’une charge équivalente relevant de ceux-ci.

(c) in subsection (1)

(i) by repealing paragraph (d) and substituting the following:

(d) an employee, director or officer of a credit union, a federation or another stabilization board or an employee of the Corporation;

(ii) by adding after paragraph (d) the following:

(d.1) a former employee of a credit union, a stabilization board, a federation or the Corporation unless at least 2 years have passed since the person last ceased to be such an employee;

(d.2) a person who has a loan with a credit union that is more than 3 months in arrears;

(iii) by repealing paragraph (e) and substituting the following:

(e) an auditor of

(i) a credit union which is a member of the stabilization board,

(ii) a stabilization board, or

(iii) a federation;

(iv) in paragraph (f) by striking out “a stabilization board or a federation.” and substituting “a credit union, a stabilization board or a federation; or”;

(v) by adding after paragraph (f) the following:

(g) any person who does not meet such requirements as may be set out in the by-laws of the stabilization board.

(d) by adding after subsection (1) the following:

204(2) Subsection (1) does not apply to a director referred to in paragraph 203(1)(d).

21 Section 211 of the Act is amended by adding after subsection (3) the following:

c) au paragraphe (1),

(i) par l’abrogation de l’alinéa d) et son remplacement par ce qui suit :

d) soit un employé, un administrateur ou un dirigeant d’une caisse populaire, d’une fédération ou d’un autre office de stabilisation, soit un employé de la Société;

(ii) par l’adjonction de ce qui suit après l’alinéa d) :

d.1) tout ancien employé d’une caisse populaire, d’un office de stabilisation, d’une fédération ou de la Société, sauf si au moins deux années se sont écoulées depuis la date où il a cessé pour la dernière fois d’occuper son emploi;

d.2) un emprunteur d’une caisse populaire dont les paiements sont en souffrance depuis plus de trois mois;

(iii) par l’abrogation de l’alinéa e) et son remplacement par ce qui suit :

e) les vérificateurs :

(i) des caisses populaires qui sont membres de l’office de stabilisation,

(ii) d’un office de stabilisation,

(iii) d’une fédération;

(iv) à l’alinéa f), par la suppression de « d’un office de stabilisation ou d’une fédération. » et son remplacement par « d’une caisse populaire, d’un office de stabilisation ou d’une fédération; »;

(v) par l’adjonction de ce qui suit après l’alinéa f) :

g) quiconque ne satisfait pas aux exigences énoncées dans les règlements administratifs de l’office de stabilisation.

d) par l’adjonction de ce qui suit après le paragraphe (1) :

204(2) Le paragraphe (1) ne s’applique pas à l’administrateur visé à l’alinéa 203(1)d).

21 L’article 211 de la Loi est modifié par l’adjonction de ce qui suit après le paragraphe (3) :

211(4) At the same time as a stabilization board submits a report to the Superintendent under subsection (2), it shall submit a copy of the report to the Corporation.

22 *Paragraph 216(b) of the Act is repealed and the following is substituted:*

(b) in such circumstances as the Corporation considers appropriate, to assist stabilization boards in providing financial assistance to credit unions under paragraph 198(1)(c) or the regulations, and

23 *The Act is amended by adding after section 217 the following:*

217.1(1) On the request of the Corporation, the Superintendent shall provide to the Corporation such information concerning the exercise or performance of his or her powers or duties under this Act or the regulations as the Corporation may reasonably require to enable the Corporation to carry out its purposes under this Act.

217.1(2) On the request of the Corporation, the Superintendent shall provide to the Corporation such information concerning a credit union, a stabilization board or a federation as the Corporation may reasonably require to enable the Corporation to carry out its purposes under this Act.

217.1(3) On the request of the Corporation, a stabilization board shall provide to the Corporation such information concerning the stabilization board, the stabilization board's member credit unions or the federation in relation to which the stabilization board was established as the Corporation may reasonably require to enable the Corporation to carry out its purposes under this Act.

217.2(1) On or before April 30, 2012 and on or before April 30 of every third year after 2012, the Corporation shall cause an independent expert to make an assessment and analysis of the sufficiency of each stabilization fund.

217.2(2) An individual or firm is qualified to be an independent expert for the purposes of subsection (1) if

(a) in the case of an individual, the person is independent and

(i) is a member in good standing of an institute or association of accountants incorporated under an Act

211(4) Lorsqu'il remet son rapport au surintendant conformément au paragraphe (2), l'office de stabilisation en remet en même temps copie à la Société.

22 *L'alinéa 216b) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :*

b) d'aider les offices de stabilisation à fournir de l'aide financière aux caisses populaires en vertu de l'alinéa 198(1)c) ou des règlements dans les circonstances que la Société estime appropriées, et

23 *La Loi est modifiée par l'adjonction de ce qui suit après l'article 217 :*

217.1(1) À la demande de la Société, le surintendant lui fournit les renseignements relatifs à l'exercice des pouvoirs et des fonctions qui lui sont conférés sous le régime de la présente loi et de son règlement d'application et dont elle peut raisonnablement avoir besoin pour lui permettre de réaliser ses objets en vertu de la présente loi.

217.1(2) À la demande de la Société, le surintendant lui fournit les renseignements relatifs à une caisse populaire, à un office de stabilisation ou à une fédération et dont elle peut raisonnablement avoir besoin pour lui permettre de réaliser ses objets en vertu de la présente loi.

217.1(3) À la demande de la Société, un office de stabilisation lui fournit les renseignements qui le visent ou qui visent ses caisses populaires membres ou la fédération par rapport à laquelle il a été établi et dont elle peut raisonnablement avoir besoin pour lui permettre de réaliser ses objets en vertu de la présente loi.

217.2(1) Au plus tard le 30 avril 2012, la Société fait procéder à une évaluation et à une analyse de la suffisance de chaque fonds de stabilisation par un expert indépendant. Par la suite, elle fait procéder à l'évaluation et à l'analyse tous les trois ans au plus tard le 30 avril.

217.2(2) Pour l'application du paragraphe (1), un particulier ou un cabinet possède les qualités requises pour faire fonction d'expert indépendant, si sont réunies les conditions suivantes :

a) s'agissant du particulier, il est indépendant et satisfait aux exigences suivantes :

(i) il est membre en règle d'un institut ou d'une association de comptables constitués en personne

of the Legislature of a province or is a Fellow of the Canadian Institute of Actuaries, and

(ii) has experience and expertise in performing assessments and analyses in relation to financial institutions sufficient to meet the requirements of the Corporation, and

(b) in the case of a firm, the member of the firm designated by the firm to make the assessment and analysis under subsection (1) on behalf of the firm is qualified in accordance with paragraph (a).

217.2(3) For the purposes of this section,

(a) independence is a question of fact, and

(b) a person shall be deemed not to be independent if that person or that person's business partner

(i) is a business partner, director, officer or employee of a credit union, a federation or a stabilization board or the Corporation, or

(ii) beneficially owns or controls, directly or indirectly, a material interest in the shares of a credit union.

217.2(4) A person is not disqualified from being an independent expert by reason only of the person's membership in a credit union.

24 *Paragraph 223(b) of the Act is repealed and the following is substituted:*

(b) to assist stabilization boards in providing financial assistance to credit unions under paragraph 198(1)(c) or the regulations; and

25 *Section 227 of the Act is repealed.*

26 *The Act is amended by adding before section 228 the following:*

227.1(1) The deposit insurance fund referred to in section 223 shall be maintained as a single account held in the name of the Corporation and administered and invested by the Corporation.

morale sous le régime d'une loi de la Législature d'une province ou est *fellow* de l'Institution canadienne des actuaires,

(ii) il compte de l'expérience professionnelle et possède une expertise en matière d'évaluation et d'analyse financière des institutions financières que la Société juge suffisantes;

b) s'agissant du cabinet, le membre qu'il a désigné pour procéder pour son compte à l'évaluation et à l'analyse que prévoit le paragraphe (1) possède les qualités requises prévues à l'alinéa a).

217.2(3) Pour l'application du présent article :

a) l'indépendance est une question de fait;

b) une personne est réputée ne pas être indépendante dans l'un ou l'autre des cas suivants :

(i) la personne ou son associé est associé, administrateur, dirigeant ou employé d'une caisse populaire, d'une fédération, d'un office de stabilisation ou de la Société,

(ii) la personne ou son associé est propriétaire, même indirectement, d'un intérêt important sur les parts sociales d'une caisse populaire ou il en a le contrôle, même indirectement.

217.2(4) Une personne n'est pas inhabile à agir comme expert indépendant du seul fait de son statut de membre d'une caisse populaire.

24 *L'alinéa 223b) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :*

b) aider les offices de stabilisation à fournir de l'aide financière aux caisses populaires en vertu de l'alinéa 198(1)c) ou des règlements;

25 *L'article 227 de la Loi est abrogé.*

26 *La Loi est modifiée par l'adjonction de ce qui suit avant l'article 228 :*

227.1(1) Le fonds d'assurance-dépôts que vise l'article 223 est maintenu comme compte unique détenu au nom de la Société, laquelle le gère et peut s'en servir pour faire des placements.

227.1(2) On the commencement of this subsection, each stabilization board shall, under the direction of the Corporation, transfer the money maintained in the separate account that was administered by the stabilization board under section 227 immediately before the repeal of that section to the single account referred to in subsection (1).

27 Section 229 of the Act is amended

(a) in subsection (1)

(i) in the portion preceding paragraph (a) by striking out “five” and substituting “7”;

(ii) by repealing paragraph (a) and substituting the following:

(a) four persons who shall be appointed in accordance with subsection (2),

(iii) by adding after paragraph (a) the following:

(a.1) the Deputy Minister of Finance or his or her designate,

(a.2) the Deputy Minister of Justice and Consumer Affairs or his or her designate, and

(b) by repealing subsection (2) and substituting the following:

229(2) The Minister shall appoint 4 persons to the board of directors of the Corporation.

(c) in subsection (3) by striking out “in accordance with subsection (2)” and substituting “under subsection (2)”;

(d) by adding after subsection (3) the following:

229(3.1) Notwithstanding subsection (3), a director appointed under subsection (2) is not eligible to serve as a director for more than 9 consecutive years.

(e) by repealing subsection (4) and substituting the following:

227.1(2) Dès l’entrée en vigueur du présent paragraphe et conformément aux directives de la Société, chacun des offices de stabilisation transfère dans le compte unique prévu au paragraphe (1) le solde du compte qu’il gérait en vertu de l’article 227 immédiatement avant son abrogation.

27 L’article 229 de la Loi est modifié

a) au paragraphe (1),

(i) au passage qui précède l’alinéa a), par la suppression de « cinq » et son remplacement par « sept »;

(ii) par l’abrogation de l’alinéa a) et son remplacement par ce qui suit :

a) quatre personnes nommées conformément au paragraphe (2);

(iii) par l’adjonction de ce qui suit après l’alinéa a) :

a.1) le sous-ministre des Finances ou la personne qu’il désigne;

a.2) le sous-ministre de la Justice et de la Consommation ou la personne qu’il désigne;

b) par l’abrogation du paragraphe (2) et son remplacement par ce qui suit :

229(2) Le Ministre nomme quatre personnes au conseil d’administration de la Société.

c) au paragraphe (3), par la suppression de « conformément au paragraphe (2) » et son remplacement par « en vertu du paragraphe (2) »;

d) par l’adjonction de ce qui suit après le paragraphe (3) :

229(3.1) Malgré le paragraphe (3), l’administrateur nommé en vertu du paragraphe (2) ne peut agir à ce titre pendant plus de neuf années consécutives.

e) par l’abrogation du paragraphe (4) et son remplacement par ce qui suit :

229(4) Notwithstanding subsections (3) and (3.1) but subject to subsections (5) and (5.1), a director appointed under subsection (2) shall remain in office until the director dies, resigns or is reappointed or replaced.

(f) by adding after subsection (4) the following:

229(4.1) Notwithstanding subsection (3), a person who has served as a director appointed under subsection (2) for a period of 9 consecutive years, or, as a result of the application of subsection (4), for a period of more than 9 consecutive years, is not eligible to be appointed under subsection (2) for a further term unless at least one year has elapsed since the end of that period.

(g) by repealing subsection (5) and substituting the following:

229(5) A person shall cease to be a director on ceasing to be qualified to serve as a director.

(h) by adding after subsection (5) the following:

229(5.1) The Minister may at any time remove a director appointed under subsection (2) from office.

(i) in subsection (6) by striking out “an appointment made in accordance with subsection (2) by the stabilization board” and substituting “an appointment made under subsection (2) by the Minister”.

28 *The Act is amended by adding after section 229 the following:*

229.1(1) In this section, “officer” includes

(a) in respect of a credit union,

(i) a chairperson, vice-chairperson or secretary of the credit union or a person who holds an equivalent office in the credit union, or

(ii) a chairperson of the credit committee, if any, of the credit union or of the audit committee of the credit union, and

229(4) Malgré les paragraphes (3) et (3.1), mais sous réserve des paragraphes (5) et (5.1), l'administrateur nommé en vertu du paragraphe (2) reste en fonction jusqu'à son décès, sa démission, sa renomination ou son remplacement.

f) par l'adjonction de ce qui suit après le paragraphe (4) :

229(4.1) Malgré le paragraphe (3), ne peut être nommée en vertu du paragraphe (2) pour un autre mandat à titre d'administrateur la personne qui a été ainsi nommée et qui a exercé cette fonction pendant neuf années consécutives ou qui, par suite de l'application du paragraphe (4), a exercé cette fonction pendant plus de neuf années consécutives, sauf si au moins une année s'est écoulée depuis la fin de son mandat.

g) par l'abrogation du paragraphe (5) et son remplacement par ce qui suit :

229(5) Une personne cesse d'être administrateur dès qu'elle devient inhabile à agir à ce titre.

h) par l'adjonction de ce qui suit après le paragraphe (5) :

229(5.1) Le Ministre peut à tout moment destituer un administrateur nommé en vertu du paragraphe (2).

i) au paragraphe (6), par la suppression de « l'office de stabilisation doit la combler pour le reste de ce mandat par une nomination faite conformément au paragraphe (2) » et son remplacement par « le Ministre y pourvoit pour le reste du mandat par une nomination à laquelle il est procédé en vertu du paragraphe (2) ».

28 *La Loi est modifiée par l'adjonction de ce qui suit après l'article 229 :*

229.1(1) Au présent article, « dirigeant » s'entend notamment des personnes suivantes :

a) s'agissant d'une caisse populaire :

(i) son président, son vice-président ou son secrétaire ou le titulaire d'une charge équivalente relevant de celle-ci,

(ii) le président du comité de crédit, le cas échéant, ou du comité de vérification,

(b) in respect of a federation or stabilization board, a chairperson, vice-chairperson or secretary of the federation or stabilization board or a person who holds an equivalent office in the federation or stabilization board.

229.1(2) The following persons are disqualified from being a director of the Corporation:

- (a) anyone who is less than 19 years of age;
- (b) anyone who is not an individual;
- (c) a person who has the status of a bankrupt;
- (d) an employee, director or officer of a credit union, a stabilization board or a federation or an employee of the Corporation;
- (e) an auditor of a credit union, a stabilization board, a federation or the Corporation;
- (f) a solicitor of a credit union, a stabilization board, a federation or the Corporation;
- (g) a former employee of a credit union, a stabilization board, a federation or the Corporation unless at least 2 years have elapsed since the person last ceased to be such an employee; or
- (h) a person who has a loan with a credit union that is more than 3 months in arrears.

229.1(3) Subsection (2) does not apply to a director referred to in paragraph 229(1)(a.1), (a.2) or (b).

29 *Subsection 230(1) of the Act is repealed and the following is substituted:*

230(1) The Minister shall appoint from among the directors appointed by the Minister under subsection 229(2), a chairperson of the board of directors of the Corporation.

30 *Section 232 of the Act is amended by striking out “and in the case of a tie vote the chairperson shall be entitled to cast a tie-breaking vote”.*

b) s’agissant d’une fédération ou d’un office de stabilisation, leur président, leur vice-président ou leur secrétaire ou le titulaire d’une charge équivalente relevant de ceux-ci.

229.1(2) Ne peut être administrateur de la Société :

- a) une personne âgée de moins de 19 ans;
- b) une personne qui n’est pas un particulier;
- c) une personne qui a le statut de failli;
- d) soit un employé, un administrateur ou un dirigeant d’une caisse populaire, d’un office de stabilisation ou d’une fédération, soit un employé de la Société;
- e) le vérificateur d’une caisse populaire, d’un office de stabilisation, d’une fédération ou de la Société;
- f) l’avocat d’une caisse populaire, d’un office de stabilisation, de la fédération ou de la Société;
- g) tout ancien employé d’une caisse populaire, d’un office de stabilisation, d’une fédération ou de la Société, sauf si au moins deux années se sont écoulées depuis la date où il a cessé pour la dernière fois d’occuper son emploi;
- h) un emprunteur d’une caisse populaire dont les paiements sont en souffrance depuis plus de trois mois.

229.1(3) Le paragraphe (2) ne s’applique pas à un administrateur visé à l’alinéa 229(1)a.1), a.2) ou b).

29 *Le paragraphe 230(1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :*

230(1) Le Ministre nomme le président du conseil d’administration de la Société parmi les administrateurs qu’il a nommés en vertu du paragraphe 229(2).

30 *L’article 232 de la Loi est modifié par la suppression de « y compris le président, ont le droit de vote, et en cas de partage, la voix du président est prépondérante » et son remplacement par « y compris le président ont le droit de vote ».*

31 *Section 233 of the Act is amended by striking out “a director appointed in accordance with subsection 229(2) shall be paid such remuneration and shall be reimbursed for such expenses as if the director were acting as a director of the stabilization board” and substituting “a director appointed under subsection 229(2) shall be paid such remuneration and shall be reimbursed for such expenses as the Corporation determines”.*

32 *Paragraph 244(c) of the Act is amended by striking out “Minister,”.*

33 *Section 246 of the Act is repealed and the following is substituted:*

246(1) In this section and section 247, “decision”, where used in relation to the Superintendent, includes an order of the Superintendent.

246(2) A person may appeal a decision of the Minister or Superintendent to the Court within 30 days after the making of the decision.

246(3) An appeal from a decision of the Minister or Superintendent does not stay the operation of the decision unless a judge of the Court orders otherwise, but the Minister or Superintendent may suspend the operation of his or her decision until the Court has rendered its decision.

34 *Section 247 of the Act is repealed and the following is substituted:*

247 An appeal under section 246 may be made on a question of law or fact or both and the Court, after hearing the appeal, may

- (a) affirm or reverse the decision,
- (b) direct the Minister or Superintendent to make any other decision that the Minister or Superintendent is authorized to make under this Act, or
- (c) substitute its decision for that of the Minister or Superintendent.

35 *The Act is amended by adding after section 247 the following:*

247.1 An application for judicial review does not stay the operation of any decision or order made under this Act or the regulations unless the judge hearing the application orders otherwise, but the person who made the decision or

31 *L’article 233 de la Loi est modifié par la suppression de « un administrateur nommé conformément au paragraphe 229(2) doit être rémunéré et remboursés des dépenses comme s’il avait servi à titre d’administrateur de l’office de stabilisation » et son remplacement par « un administrateur nommé en vertu du paragraphe 229(2) est rémunéré et remboursé de ses dépenses au taux que fixe la Société ».*

32 *L’alinéa 244c) de la Loi est modifié par la suppression de « du Ministre, ».*

33 *L’article 246 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :*

246(1) Au présent article et à l’article 247, le mot décision employé à l’égard du surintendant s’entend notamment d’un ordre qu’il a donné.

246(2) Quiconque peut interjeter appel à la Cour dans les trente jours d’une décision rendue par le Ministre ou par le surintendant.

246(3) L’interjection de l’appel d’une décision du Ministre ou du surintendant n’en suspend pas l’application, sauf si un juge de la Cour en décide autrement. Le Ministre ou le surintendant peut toutefois décider d’en suspendre l’application jusqu’à ce que la Cour se soit prononcée.

34 *L’article 247 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :*

247 L’appel interjeté en vertu de l’article 246 peut porter sur une question de droit ou de fait ou sur une question mixte de droit et de fait, et la Cour peut, après avoir entendu l’appel :

- a) confirmer ou infirmer la décision;
- b) ordonner au Ministre ou au surintendant de rendre une autre décision qu’il est autorisé à rendre en vertu de la présente loi;
- c) substituer sa décision à celle du Ministre ou du surintendant.

35 *La Loi est modifiée par l’adjonction de ce qui suit après l’article 247 :*

247.1 Une requête en révision judiciaire n’a pas pour effet de suspendre l’application d’une décision rendue ou d’un ordre donné en vertu de la présente loi ou de son règlement d’application, sauf si le juge saisi de la requête

order may suspend its operation until the judge has rendered his or her decision.

36 *Subsection 252(1) of the Act is amended in the portion preceding paragraph (a) by striking out “A stabilization board shall make, or cause to be made, inspections and examinations” and substituting “Subject to section 252.1, a stabilization board shall make, or cause to be made, inspections and examinations”.*

37 *The Act is amended by adding after section 252 the following:*

252.1(1) Where a credit union has, for one year or more, been under the supervision of the stabilization board of which it is a member, the Superintendent shall cause a person qualified under subsection (2) to make an inspection or examination in relation to the business and affairs of the credit union

(a) within 18 months after the date the supervision commenced and within at least every 18 months after that date, or at such shorter intervals as the Superintendent may require, and

(b) at such other times as the Superintendent may require.

252.1(2) An individual or firm of accountants is qualified for the purposes of subsection (1) if

(a) in the case of an individual, the person is an accountant who

(i) is a member in good standing of an institute or association of accountants incorporated under an Act of the Legislature of a province,

(ii) has experience at a senior level in performing audits of a financial institution sufficient to meet the requirements of the Superintendent, and

(iii) is independent of the credit union, and

(b) in the case of a firm of accountants, the member of the firm designated by the firm to conduct the inspection or examination under subsection (1) on behalf

n'en décide autrement. Toutefois l'auteur de la décision ou de l'ordre peut décider d'en suspendre l'application jusqu'à ce que le juge se soit prononcé.

36 *Le paragraphe 252(1) de la Loi est modifié, au passage qui précède l'alinéa a), par la suppression de « L'office de stabilisation doit effectuer ou faire effectuer des inspections et des examens » et son remplacement par « Sous réserve de l'article 252.1, l'office de stabilisation effectue ou fait effectuer des inspections et des examens ».*

37 *La Loi est modifiée par l'adjonction de ce qui suit après l'article 252 :*

252.1(1) Lorsqu'une caisse populaire demeure sous la surveillance de l'office de stabilisation dont elle est membre pendant au moins un an, le surintendant demande à une personne qualifiée au titre du paragraphe (2) de procéder à une inspection ou à un examen relatif aux activités et aux affaires internes de la caisse populaire :

a) au plus tard dans les dix-huit mois de la date de mise sous surveillance et, par la suite, au moins tous les dix-huit mois ou à des intervalles plus courts, s'il l'estime nécessaire;

b) à tout autre moment qu'il estime nécessaire.

252.1(2) Pour l'application du paragraphe (1), un particulier ou un cabinet d'experts-comptables possède les qualités requises si sont réunies les conditions suivantes :

a) s'agissant du particulier, il est comptable et satisfait aux exigences suivantes :

(i) il est membre en règle d'un institut ou d'une association de comptables constitués en personne morale sous le régime d'une loi de la Législature d'une province,

(ii) il compte à un échelon supérieur dans l'exécution des vérifications d'un établissement financier l'expérience professionnelle suffisante pour satisfaire aux exigences du surintendant,

(iii) il est indépendant de la caisse populaire;

b) s'agissant d'un cabinet d'experts-comptables, le membre que le cabinet a désigné afin de procéder pour son compte à l'inspection ou à l'examen en vertu du

of the firm is qualified in accordance with paragraph (a).

252.1(3) For the purposes of this section,

- (a) independence is a question of fact, and
- (b) a person shall be deemed not to be independent of the credit union if that person or that person's business partner
 - (i) is a business partner, director, officer or employee of the credit union, the federation or stabilization board of which the credit union is a member or the Corporation, or
 - (ii) beneficially owns or controls, directly or indirectly, a material interest in the shares of the credit union.

252.1(4) A person is not disqualified under subsection (2) by reason only of the person's membership in the credit union.

252.1(5) The costs of an inspection or examination made under subsection (1) shall be borne by the stabilization board of which the credit union is a member.

38 *Section 253 of the Act is amended in the portion preceding paragraph (a) by striking out "subsection 252(1)" and substituting "subsection 252(1) or 252.1(1)".*

39 *Section 254 of the Act is amended in the portion preceding paragraph (a) by striking out "subsection 252(1)" and substituting "subsection 252(1) or 252.1(1)".*

40 *The Act is amended by adding after section 254 the following:*

254.1(1) Within 30 days after an inspection or examination is made under subsection 252.1(1) or at such later time as may be authorized by the Superintendent, the person who made the inspection or examination shall prepare a report in relation to the inspection or examination and shall send a copy of the report to

- (a) the directors of the credit union,
- (b) the auditor of the credit union,

paragraphe (1) possède les qualités requises que prévoit l'alinéa a).

252.1(3) Pour l'application du présent article :

- a) l'indépendance est une question de fait;
- b) une personne est réputée ne pas être indépendante de la caisse populaire dans l'un ou l'autre des cas suivants :
 - (i) la personne ou son associé est associé, administrateur, dirigeant ou employé de la caisse populaire, de la fédération ou de l'office de stabilisation dont la caisse populaire est membre, ou de la Société,
 - (ii) la personne ou son associé est propriétaire, même indirectement, d'un intérêt important sur les parts sociales de la caisse populaire ou il en a le contrôle, même indirectement.

252.1(4) Une personne n'est pas inhabile en vertu du paragraphe (2) du seul fait de son statut de membre de la caisse populaire.

252.1(5) Les frais afférents à une inspection ou à un examen auquel il est procédé en vertu du paragraphe (1) sont supportés par l'office de stabilisation dont la caisse populaire est membre.

38 *L'article 253 de la Loi est modifié, au passage qui précède l'alinéa a), par la suppression de « paragraphe 252(1) » et son remplacement par « paragraphe 252(1) ou 252.1(1) ».*

39 *L'article 254 de la Loi est modifié, au passage qui précède l'alinéa a), par la suppression de « paragraphe 252(1) » et son remplacement par « paragraphe 252(1) ou 252.1(1) ».*

40 *La Loi est modifiée par l'adjonction de ce qui suit après l'article 254 :*

254.1(1) Dans les trente jours de la fin de l'inspection ou de l'examen prévu au paragraphe 252.1(1) ou à toute date ultérieure qu'autorise le surintendant, l'auteur de l'inspection ou de l'examen prépare son rapport et en envoie copie :

- a) aux administrateurs de la caisse populaire;
- b) au vérificateur de la caisse populaire;

(c) the directors of the stabilization board and federation of which the credit union is a member, and

(d) the Superintendent.

254.1(2) The report referred to in subsection (1) shall, if the Superintendent directs, be presented to the members of the credit union at a meeting called for that purpose.

41 Paragraph 257(d) of the Act is amended by striking out “or any order made by the stabilization board or the Minister or Superintendent” and substituting “or any order made by the stabilization board, the Corporation or the Superintendent”.

42 Section 265 of the Act is amended

(a) by repealing subsection (3) and substituting the following:

265(3) The stabilization board shall give a credit union in respect of which an order is made under subsection (1) or (2) notice of the order, together with the reasons for it, and shall send a copy of the order and reasons to the auditor of the credit union, the directors of the federation of which the credit union is a member and the Superintendent.

(b) by adding after subsection (4) the following:

265(4.1) The Superintendent shall give a credit union in respect of which an order is made under paragraph (4)(b) notice of the order, together with the reasons for it, and shall send a copy of the order and reasons to the auditor of the credit union and to the directors of the stabilization board and federation of which the credit union is a member.

(c) by repealing subsection (5) and substituting the following:

265(5) A credit union in relation to which an order is made under subsection (1) or (2) or paragraph (4)(b) may, within 15 days after notice of the order is given to the credit union, make a request in writing to the Superintendent that the Superintendent review the order.

(d) by adding after subsection (5) the following:

265(5.1) If a credit union requests, in accordance with subsection (5), a review of an order, not later than 30 days

c) aux administrateurs de l’office de stabilisation et de la fédération dont la caisse populaire est membre;

d) au surintendant.

254.1(2) Si le surintendant l’ordonne, le rapport visé au paragraphe (1) est présenté aux membres de la caisse populaire au cours d’une assemblée convoquée à cette fin.

41 L’alinéa 257d) de la Loi est modifié par la suppression de « ou à tout ordre que l’office de stabilisation, le Ministre ou le surintendant a donné » et son remplacement par « ou à tout ordre que donne l’office de stabilisation, la Société ou le surintendant ».

42 L’article 265 de la Loi est modifié

a) par l’abrogation du paragraphe (3) et son remplacement par ce qui suit :

265(3) S’il donne un ordre en vertu du paragraphe (1) ou (2), l’office de stabilisation en avise la caisse populaire y visée et l’informe des motifs à l’appui. Il envoie copie de l’ordre et des motifs au vérificateur de la caisse populaire, aux administrateurs de la fédération dont la caisse est membre et au surintendant.

b) par l’adjonction de ce qui suit après le paragraphe (4) :

265(4.1) S’il donne un ordre en vertu de l’alinéa (4)b), le surintendant en avise la caisse populaire y visée et l’informe des motifs à l’appui. Il envoie copie de l’ordre et des motifs au vérificateur de la caisse populaire, aux administrateurs de l’office de stabilisation et de la fédération dont la caisse populaire est membre.

c) par l’abrogation du paragraphe (5) et son remplacement par ce qui suit :

265(5) La caisse populaire visée par un ordre donné en vertu du paragraphe (1) ou (2) ou de l’alinéa (4)b) peut demander au surintendant de le réviser. La demande est présentée par écrit dans les quinze jours de la date de l’avis de l’ordre donné.

d) par l’adjonction de ce qui suit après le paragraphe (5) :

265(5.1) La caisse populaire qui a demandé que soit révisé un ordre conformément au paragraphe (5) présente au

after notice of the order was given to the credit union or within such longer period as the Superintendent may allow, the credit union shall make a written submission to the Superintendent containing the grounds for the request for review.

(e) in subsection (6)

(i) by striking out the portion preceding paragraph (a) and substituting the following:

265(6) The Superintendent may, after considering the credit union's written submission under subsection (5.1),

(ii) in paragraph a) of the French version by striking out "donner un order" and substituting "donner un ordre";

(f) by adding after subsection (6) the following:

265(7) The Superintendent shall give a credit union in respect of which an order is made under subsection (6) notice of the order, together with the reasons for it, and shall send a copy of the order and reasons to the auditor of the credit union and to the directors of the stabilization board and federation of which the credit union is a member.

265(8) On a review under this section, the Superintendent is not required to hold an oral hearing or to afford to any person an opportunity to make oral submissions.

265(9) An order made under subsection (1) or (2) or paragraph (4)(b) is stayed until the earliest of the following dates:

(a) the date on which the time for requesting a review has expired, if the credit union does not, in accordance with subsection (5), request a review of the order;

(b) the date on which the time for making a written submission under subsection (5.1) has expired, if a credit union that has requested a review does not, in accordance with subsection (5.1), make a written submission to the Superintendent;

(c) the date on which the Superintendent makes a determination under subsection (6) with respect to the review.

surintendant ses observations écrites, appuyées des motifs de la demande, dans les trente jours qui suivent la date de l'avis de l'ordre donné ou dans le délai plus long qu'accorde le surintendant.

e) au paragraphe (6),

(i) par la suppression du passage qui précède l'alinéa a) et son remplacement par ce qui suit :

265(6) Après avoir étudié les observations écrites qui lui ont été présentées en vertu du paragraphe (5.1), le surintendant peut,

(ii) à l'alinéa a) de la version française, par la suppression de « donner un order » et son remplacement par « donner un ordre »;

f) par l'adjonction de ce qui suit après le paragraphe (6) :

265(7) S'il donne un ordre en vertu du paragraphe (6), le surintendant en avise la caisse populaire y visée et l'informe des motifs à l'appui. Il envoie copie de l'ordre et des motifs au vérificateur de la caisse populaire ainsi qu'aux administrateurs de l'office de stabilisation et de la fédération dont la caisse populaire est membre.

265(8) Dans le cadre d'une révision prévue au présent article, le surintendant n'est pas obligé de tenir une audience ou d'accorder à quiconque la possibilité de présenter des observations orales.

265(9) L'ordre donné en vertu du paragraphe (1) ou (2) ou de l'alinéa (4)b) est suspendu jusqu'à la première des dates suivantes :

a) si la caisse populaire n'a pas demandé que soit révisé l'ordre conformément au paragraphe (5), la date d'expiration du délai imparti pour demander la révision;

b) si elle a demandé que l'ordre soit révisé mais n'a pas présenté d'observations écrites au surintendant conformément au paragraphe (5.1), la date d'expiration du délai imparti pour les présenter;

c) la date à laquelle le surintendant prend en vertu du paragraphe (6) sa décision relative à la révision.

43 Section 266 of the Act is amended**(a) by adding after subsection (1) the following:**

266(1.1) The Superintendent shall give a federation or stabilization board in respect of which an order is made under subsection (1) notice of the order, together with reasons for it.

(b) by repealing subsection (2) and substituting the following:

266(2) A federation or stabilization board in relation to which an order is made under subsection (1) may, within 15 days after notice of the order is given to the federation or stabilization board, make a request in writing to the Superintendent that the Superintendent review the order.

(c) by adding after subsection (2) the following:

266(2.1) If a federation or stabilization board requests, in accordance with subsection (2), a review of an order, not later than 30 days after notice of the order was given to the federation or stabilization board or within such longer period as the Superintendent may allow, the federation or stabilization board shall make a written submission to the Superintendent containing the grounds for the request for review.

(d) by repealing subsection (3) and substituting the following:

266(3) The Superintendent may, after considering the federation's or stabilization board's written submission under subsection (2.1),

- (a)** make an order confirming, revoking or varying an order made under this section, or
- (b)** make such other or additional orders as the Superintendent considers appropriate.

(e) by adding after subsection (3) the following:

266(3.1) The Superintendent shall give a federation or stabilization board in respect of which an order is made under subsection (3) notice of the order, together with reasons for it.

43 L'article 266 de la Loi est modifié**a) par l'adjonction de ce qui suit après le paragraphe (1) :**

266(1.1) S'il donne un ordre en vertu du paragraphe (1), le surintendant en avise la fédération ou l'office de stabilisation y visé et l'informe des motifs à l'appui.

b) par l'abrogation du paragraphe (2) et son remplacement par ce qui suit :

266(2) La fédération ou l'office de stabilisation visé par un ordre donné en vertu du paragraphe (1) peut demander au surintendant de le réviser. La demande est présentée par écrit dans les quinze jours de la date de l'avis de l'ordre donné.

c) par l'adjonction de ce qui suit après le paragraphe (2) :

266(2.1) La fédération ou l'office de stabilisation qui demande qu'un ordre soit révisé conformément au paragraphe (2) présente ses observations écrites au surintendant, appuyées des motifs de la demande, dans les trente jours qui suivent la date de l'avis de l'ordre donné ou dans le délai plus long qu'accorde le surintendant.

d) par l'abrogation du paragraphe (3) et son remplacement par ce qui suit :

266(3) Après avoir étudié les observations écrites qui lui ont été présentées en vertu du paragraphe (2.1), le surintendant peut :

- a)** donner un ordre confirmant, révoquant ou modifiant l'ordre donné en vertu du présent article;
- b)** donner tous autres ordres, complémentaires ou non, qu'il estime indiqués.

e) par l'adjonction de ce qui suit après le paragraphe (3) :

266(3.1) S'il donne un ordre en vertu du paragraphe (3), le surintendant en avise la fédération ou l'office de stabilisation y visé et l'informe des motifs à l'appui.

266(3.2) On a review under this section, the Superintendent is not required to hold an oral hearing or to afford to any person an opportunity to make oral submissions.

266(3.3) An order made under subsection (1) is stayed until the earliest of the following dates:

(a) the date on which the time for requesting a review has expired, if the federation or stabilization board does not, in accordance with subsection (2), request a review of the order;

(b) the date on which the time for making a written submission under subsection (2.1) has expired, if a federation or stabilization board that has requested a review, does not, in accordance with subsection (2.1), make a written submission to the Superintendent;

(c) the date on which the Superintendent makes a determination under subsection (3) with respect to the review.

(f) *by repealing subsection (4).*

44 *The Act is amended by adding after section 266 the following:*

266.1(1) If a stabilization board is of the opinion that the interests of the depositors of a credit union or the public could be prejudiced or adversely affected by any delay in compliance with an order that the stabilization board proposes to make under paragraph 265(1)(d) or (e) or subsection 265(2) in relation to the credit union, the stabilization board may, instead of that order, make an interim order under that provision.

266.1(2) An interim order takes effect immediately on its making and becomes permanent on the fifteenth day after its making unless within that time a written submission is made to the Superintendent in accordance with paragraph (4)(b).

266.1(3) Subsections 265(3), (5), (5.1), (6), (7) and (9) do not apply to an interim order.

266.1(4) If a stabilization board makes an interim order in respect of a credit union, the stabilization board shall give the credit union, together with a copy of the order, a notice in writing advising the credit union

(a) of the reasons why the interim order was made, and

266(3.2) Dans le cadre de la révision prévue au présent article, le surintendant n'est pas obligé de tenir une audience ou d'accorder à quiconque la possibilité de présenter des observations orales.

266(3.3) L'ordre donné en vertu du paragraphe (1) est suspendu jusqu'à la première des dates suivantes :

a) si la fédération ou l'office de stabilisation n'a pas demandé que soit révisé l'ordre conformément au paragraphe (2), la date d'expiration du délai imparti pour demander la révision;

b) si la fédération ou l'office de stabilisation a demandé que l'ordre soit révisé mais n'a pas présenté d'observations écrites au surintendant conformément au paragraphe (2.1), la date d'expiration du délai imparti pour les présenter;

c) la date à laquelle le surintendant prend en vertu du paragraphe (3) sa décision relative à la révision.

f) *par l'abrogation du paragraphe (4).*

44 *La Loi est modifiée par l'adjonction de ce qui suit après l'article 266 :*

266.1(1) S'il estime que les intérêts des déposants d'une caisse populaire ou du public pourraient être lésés par suite d'un retard mis à observer un ordre qu'il se propose de donner relativement à la caisse populaire en vertu de l'alinéa 265(1)d) ou e) ou du paragraphe 265(2), l'office de stabilisation peut, au lieu de donner cet ordre, donner un ordre provisoire en vertu de cette disposition.

266.1(2) L'ordre provisoire prend effet dès qu'il est donné et devient permanent le quinzième jour suivant, sauf si, au cours de ce délai, des observations écrites sont présentées au surintendant conformément à l'alinéa (4)b).

266.1(3) Les paragraphes 265(3), (5), (5.1), (6), (7) et (9) ne s'appliquent pas aux ordres provisoires.

266.1(4) S'il donne un ordre provisoire, l'office de stabilisation en remet copie à la caisse populaire y visée accompagnée d'un avis écrit l'informant :

a) des motifs à l'appui;

(b) that the credit union may, within 15 days after the date of the making of the interim order, make a written submission to the Superintendent requesting a review of the interim order and specifying the grounds for the request.

266.1(5) The stabilization board shall send a copy of the interim order and of the notice referred to in subsection (4) to the auditor of the credit union, the directors of the federation of which the credit union is a member and the Superintendent.

266.1(6) If, in accordance with paragraph (4)(b), the credit union makes a written submission to the Superintendent, the interim order expires 15 days after the date it was made, but the Superintendent may extend the interim order until he or she makes a determination under subsection (7).

266.1(7) After considering the credit union's written submission, the Superintendent

(a) may, by order, make the interim order permanent, with or without variation, as the Superintendent considers appropriate,

(b) may, by order, revoke the interim order, or

(c) may substitute his or her own order for that of the stabilization board.

266.1(8) The Superintendent shall give a credit union in respect of which an order is made under subsection (7) notice of the order, together with the reasons for it, and shall send a copy of the order and reasons to the auditor of the credit union and to the directors of the stabilization board and federation of which the credit union is a member.

266.1(9) On a review under this section, the Superintendent is not required to hold an oral hearing or to afford to any person an opportunity to make oral submissions.

266.2(1) If the Superintendent is of the opinion that the interests of the depositors of a credit union or the public could be prejudiced or adversely affected by any delay in compliance with an order that the Superintendent proposes to make under paragraph 265(4)(b) in relation to the credit union, the Superintendent may, instead of that order, make an interim order under that paragraph.

b) du fait qu'elle peut présenter des observations écrites au surintendant, accompagnées d'une demande de révision et des motifs de la demande, dans les quinze jours de la date de l'ordre provisoire.

266.1(5) L'office de stabilisation envoie copie de l'ordre provisoire et de l'avis prévu au paragraphe (4) au vérificateur de la caisse populaire, aux administrateurs de la fédération dont la caisse populaire est membre et au surintendant.

266.1(6) Si la caisse populaire présente des observations écrites au surintendant conformément à l'alinéa (4)b), l'ordre provisoire expire quinze jours après qu'il est donné, mais le surintendant peut le proroger jusqu'à ce qu'il prenne sa décision en vertu du paragraphe (7).

266.1(7) Après avoir étudié les observations écrites qui lui ont été présentées, le surintendant peut :

a) par ordre, rendre permanent l'ordre provisoire, avec ou sans modification, selon ce qu'il estime indiqué;

b) par ordre, révoquer l'ordre provisoire;

c) substituer son propre ordre à celui de l'office de stabilisation.

266.1(8) S'il donne un ordre en vertu du paragraphe (7), le surintendant en avise la caisse populaire y visée et l'informe des motifs à l'appui. Il envoie copie de l'ordre et des motifs au vérificateur de la caisse populaire et aux administrateurs de l'office de stabilisation et de la fédération dont la caisse populaire est membre.

266.1(9) Dans le cadre de la révision prévue au présent article, le surintendant n'est pas obligé de tenir une audience ou d'accorder à quiconque la possibilité de présenter des observations orales.

266.2(1) S'il estime que les intérêts des déposants d'une caisse populaire ou du public pourraient être lésés par suite d'un retard mis à observer un ordre qu'il se propose de donner relativement à la caisse populaire en vertu de l'alinéa 265(4)b), le surintendant peut, au lieu de donner cet ordre, donner un ordre provisoire en vertu de cet alinéa.

266.2(2) An interim order takes effect immediately on its making and becomes permanent on the fifteenth day after its making unless within that time a written submission is made to the Superintendent in accordance with paragraph (4)(b).

266.2(3) Subsections 265(4.1), (5), (5.1), (6), (7) and (9) do not apply to an interim order.

266.2(4) If the Superintendent makes an interim order in respect of a credit union, the Superintendent shall give the credit union, together with a copy of the order, a notice in writing advising the credit union

(a) of the reasons why the interim order was made, and

(b) that the credit union may, within 15 days after the date of the making of the interim order, make a written submission to the Superintendent requesting a review of the interim order and specifying the grounds for the request.

266.2(5) The Superintendent shall send a copy of the interim order and of the notice referred to in subsection (4) to the auditor of the credit union and the directors of the stabilization board and federation of which the credit union is a member.

266.2(6) If, in accordance with paragraph (4)(b), the credit union makes a written submission to the Superintendent, the interim order expires 15 days after the date it was made, but the Superintendent may extend the interim order until he or she makes a determination under subsection (7).

266.2(7) After considering the credit union's written submission, the Superintendent

(a) may, by order, make the interim order permanent, with or without variation, as the Superintendent considers appropriate,

(b) may, by order, revoke the interim order, or

(c) may make such other or additional orders as the Superintendent considers appropriate.

266.2(8) The Superintendent shall give a credit union in respect of which an order is made under subsection (7) notice of the order, together with the reasons for it, and shall send a copy of the order and reasons to the auditor of the credit union and to the directors of the stabilization

266.2(2) L'ordre provisoire prend effet dès qu'il est donné et devient permanent le quinzième jour suivant, sauf si, au cours de ce délai, des observations écrites sont présentées au surintendant conformément à l'alinéa (4)b).

266.2(3) Les paragraphes 265(4.1), (5), (5.1), (6), (7) et (9) ne s'appliquent pas aux ordres provisoires.

266.2(4) S'il donne un ordre provisoire, le surintendant en donne copie à la caisse populaire y visée accompagnée d'un avis écrit l'informant :

a) des motifs à l'appui;

b) du fait qu'elle peut présenter des observations écrites au surintendant, accompagnées d'une demande de révision et des motifs de la demande, dans les quinze jours de la date de l'ordre provisoire.

266.2(5) Le surintendant envoie copie de l'ordre provisoire et de l'avis prévu au paragraphe (4) au vérificateur de la caisse populaire et aux administrateurs de l'office de stabilisation et de la fédération dont la caisse populaire est membre.

266.2(6) Si la caisse populaire présente des observations écrites au surintendant conformément à l'alinéa (4)b, l'ordre provisoire expire quinze jours après qu'il est donné, mais le surintendant peut le proroger jusqu'à ce qu'il prenne sa décision en vertu du paragraphe (7).

266.2(7) Après avoir étudié les observations écrites qui lui ont été présentées, le surintendant peut :

a) par ordre, rendre permanent l'ordre provisoire, avec ou sans modification, selon ce qu'il estime indiqué;

b) par ordre, révoquer l'ordre provisoire;

c) donner tous autres ordres, complémentaires ou non, qu'il estime indiqués.

266.2(8) S'il donne un avis en vertu du paragraphe (7), le surintendant en avise la caisse populaire y visée et l'informe des motifs à l'appui. Il envoie copie de l'ordre et des motifs au vérificateur de la caisse populaire et aux ad-

board and federation of which the credit union is a member.

266.2(9) On a review under this section, the Superintendent is not required to hold an oral hearing or to afford to any person an opportunity to make oral submissions.

266.3(1) If the Superintendent is of the opinion that the interests of the depositors of any credit union or the public could be prejudiced or adversely affected by any delay in compliance with an order that the Superintendent proposes to make under paragraph 266(1)(c) or (d) in relation to a federation or stabilization board, the Superintendent may, instead of that order, make an interim order under that paragraph.

266.3(2) An interim order takes effect immediately on its making and becomes permanent on the fifteenth day after its making unless within that time a written submission is made to the Superintendent in accordance with paragraph (4)(b).

266.3(3) Subsections 266(1.1), (2), (2.1), (3), (3.1) and (3.3) do not apply to an interim order.

266.3(4) If the Superintendent makes an interim order in respect of a federation or stabilization board, the Superintendent shall give the federation or stabilization board, together with a copy of the order, a notice in writing advising the federation or stabilization board

(a) of the reasons why the interim order was made, and

(b) that the federation or stabilization board may, within 15 days after the date of the making of the interim order, make a written submission to the Superintendent requesting a review of the interim order and specifying the grounds for the request.

266.3(5) If, in accordance with paragraph (4)(b), the federation or stabilization board makes a written submission to the Superintendent, the interim order expires 15 days after the date it was made, but the Superintendent may extend the interim order until he or she makes a determination under subsection (6).

266.3(6) After considering the federation's or stabilization board's written submission, the Superintendent

ministreurs de l'office de stabilisation et de la fédération dont la caisse populaire est membre.

266.2(9) Dans le cadre de la révision prévue au présent article, le surintendant n'est pas obligé de tenir une audience ou d'accorder à quiconque la possibilité de présenter des observations orales.

266.3(1) S'il estime que les intérêts des déposants d'une caisse populaire ou du public pourraient être lésés par suite d'un retard mis à observer un ordre qu'il se propose de donner relativement à une fédération ou à un office de stabilisation en vertu de l'alinéa 266(1)c) ou d), le surintendant peut, au lieu de donner cet ordre, donner un ordre provisoire en vertu de cet alinéa.

266.3(2) L'ordre provisoire prend effet dès qu'il est donné et devient permanent le quinzième jour suivant, sauf si des observations écrites sont présentées au surintendant au cours de ce délai conformément à l'alinéa (4)b).

266.3(3) Les paragraphes 266(1.1), (2), (2.1), (3), (3.1) et (3.3) ne s'appliquent pas aux ordres provisoires.

266.3(4) S'il donne un ordre provisoire, le surintendant en remet copie à la fédération ou à l'office de stabilisation y visé accompagnée d'un avis écrit l'informant :

a) des motifs à l'appui;

b) du fait qu'il peut présenter des observations écrites au surintendant, accompagnées d'une demande de révision et des motifs de la demande, dans les quinze jours de la date de l'ordre provisoire.

266.3(5) Si la fédération ou l'office de stabilisation présente des observations écrites au surintendant conformément à l'alinéa (4)b), l'ordre provisoire expire quinze jours après qu'il est donné, mais le surintendant peut le proroger jusqu'à ce qu'il prenne sa décision en vertu du paragraphe (6).

266.3(6) Après avoir étudié les observations écrites qui lui ont été présentées, le surintendant peut :

(a) may, by order, make the interim order permanent, with or without variation, as the Superintendent considers appropriate,

(b) may, by order, revoke the interim order, or

(c) may make such other or additional orders as the Superintendent considers appropriate.

266.3(7) The Superintendent shall give a federation or stabilization board in respect of which an order is made under subsection (6) notice of the order, together with the reasons for it.

266.3(8) On a review under this section, the Superintendent is not required to hold an oral hearing or to afford to any person an opportunity to make oral submissions.

266.4(1) A person who violates or fails to comply with an order of the Superintendent made under subsection 265(6), 266(3), 266.1(7), 266.2(7) or 266.3(6) commits an offence.

266.4(2) A person who violates or fails to comply with an order or an interim order of the Superintendent made under paragraph 265(4)(b) commits an offence.

266.4(3) A person who violates or fails to comply with an order or an interim order of the Superintendent made under subsection 266(1) commits an offence.

45 Section 269 of the Act is amended

(a) *by renumbering the section as subsection 269(1);*

(b) *in paragraph (1)(e) by striking out “Minister or”;*

(c) *by adding after subsection (1) the following:*

269(2) An appointment of a supervisor under subsection (1) may be made from within the Civil Service or from outside the Civil Service.

269(3) Except where the supervisor is a person employed within the Civil Service, the costs of the supervision shall be borne by the federation or stabilization board placed under supervision.

a) par ordre, rendre permanent l’ordre provisoire, avec ou sans modification, selon ce qu’il estime indiqué;

b) par ordre, révoquer l’ordre provisoire;

c) donner tous autres ordres, complémentaires ou non, qu’il estime indiqués.

266.3(7) S’il donne un ordre en vertu du paragraphe (6), le surintendant en avise la fédération ou l’office de stabilisation y visé et l’informe des motifs à l’appui.

266.3(8) Dans le cadre de la révision prévue au présent article, le surintendant n’est pas obligé de tenir une audience ou d’accorder à quiconque la possibilité de présenter des observations orales.

266.4(1) Commet une infraction quiconque enfreint un ordre du surintendant donné en vertu du paragraphe 265(6), 266(3), 266.1(7), 266.2(7) ou 266.3(6) ou omet de s’y conformer.

266.4(2) Commet une infraction quiconque enfreint un ordre ou un ordre provisoire du surintendant donné en vertu de l’alinéa 265(4)b) ou omet de s’y conformer.

266.4(3) Commet une infraction quiconque enfreint un ordre ou un ordre provisoire du surintendant donné en vertu du paragraphe 266(1) ou omet de s’y conformer.

45 L’article 269 de la Loi est modifié

a) *par la renumérotation de l’article, lequel devient le paragraphe 269(1);*

b) *à l’alinéa (1)e), par la suppression de « du Ministre ou »;*

c) *par l’adjonction de ce qui suit après le paragraphe (1) :*

269(2) La nomination d’un superviseur à laquelle il est procédé en vertu du paragraphe (1) peut être faite au sein des fonctionnaires ou des personnes qui ne sont pas fonctionnaires.

269(3) Les frais de surveillance sont supportés par la fédération ou par l’office de stabilisation qui est mis sous surveillance, sauf si un fonctionnaire est superviseur.

46 The Act is amended by adding after section 269 the following:

269.1(1) If the Corporation has provided financial assistance to a stabilization board under subsection 202.4(7) or (8), the Superintendent shall place the stabilization board under the supervision of a supervisor appointed by the Superintendent and shall give notice to the stabilization board and to the auditor of the stabilization board accordingly.

269.1(2) An appointment of a supervisor under subsection (1) may be made from within the Civil Service or from outside the Civil Service.

269.1(3) Except where the supervisor is a person employed within the Civil Service, the costs of the supervision shall be borne by the stabilization board placed under supervision.

47 Section 270 of the Act is amended in the definition “supervisor”

(a) in paragraph (b) by striking out “and” at the end of the paragraph;

(b) by adding after paragraph (b) the following:

(b.1) a person appointed as supervisor by the Superintendent under section 269.1, and

48 Section 271 of the Act is amended in the portion preceding paragraph (a) by striking out “Where a credit union, federation or stabilization board is placed under supervision” and substituting “Subject to section 271.1, if a credit union, federation or stabilization board is placed under supervision”.

49 The Act is amended by adding after section 271 the following:

271.1 If a stabilization board is placed under the supervision of a supervisor referred to in paragraph (b.1) of the definition “supervisor”, as defined in section 270, the stabilization board shall remain subject to the supervision until

(a) the supervisor applies in writing to the Superintendent to have the stabilization board released from supervision, stating reasons in support of the applica-

46 La Loi est modifiée par l’adjonction de ce qui suit après l’article 269 :

269.1(1) Si un office de stabilisation reçoit de l’aide financière de la part de la Société en vertu du paragraphe 202.4(7) ou (8), le surintendant le met sous la surveillance du superviseur qu’il nomme et en avise l’office de stabilisation et son vérificateur.

269.1(2) La nomination d’un superviseur à laquelle il est procédé en vertu du paragraphe (1) peut être faite au sein des fonctionnaires ou des personnes qui ne sont pas fonctionnaires.

269.1(3) Les frais de surveillance sont supportés par l’office de stabilisation qui est mis sous surveillance sauf si un fonctionnaire est superviseur.

47 L’article 270 de la Loi est modifié à la définition « superviseur »

a) à l’alinéa b), par la suppression de « et » à la fin de l’alinéa;

b) par l’adjonction de ce qui suit après l’alinéa b) :

b.1) une personne que le surintendant nomme superviseur en application de l’article 269.1, et

48 L’article 271 de la Loi est modifié, au passage qui précède l’alinéa a), par la suppression de « La caisse populaire, la fédération ou l’office de stabilisation qui est placé sous surveillance » et son remplacement par « Sous réserve de l’article 271.1, la caisse populaire, la fédération ou l’office de stabilisation qui est mis sous surveillance ».

49 La Loi est modifiée par l’adjonction de ce qui suit après l’article 271 :

271.1 L’office de stabilisation qui est mis sous la surveillance du superviseur visé à l’alinéa b.1) de la définition « superviseur » à l’article 270 le demeure jusqu’à ce que se produise l’un des faits suivants :

a) le superviseur présente une demande écrite au surintendant, motifs à l’appui, afin de libérer l’office de

tion, and the Superintendent and the Corporation approve the application,

(b) the stabilization board applies in writing to the Superintendent, with notice to the supervisor, to be released from supervision, stating reasons in support of its application, and the Superintendent and the Corporation approve the application, or

(c) the Superintendent, by notice to the stabilization board and its supervisor and with the approval of the Corporation, releases the stabilization board from supervision.

50 Section 272 of the Act is amended

(a) in subsection (1) in the portion preceding paragraph (a) by striking out “paragraph (a) or (b)” and substituting “paragraph (a), (b) or (b.1)”;

(b) in subsection (2) in the portion preceding paragraph (a) by striking out “paragraph (a) or (b)” and substituting “paragraph (a), (b) or (b.1)”;

(c) in subsection (3) by striking out “paragraph (a) or (b)” and substituting “paragraph (a), (b) or (b.1)”.

51 The Act is amended by adding after section 290 the following:

290.1(1) A review of the provisions and the operation of this Act shall be completed by the Minister every 5 years after the commencement of this section.

290.1(2) When the Minister has completed a review, the Minister shall prepare a report on the review and shall

(a) if the Legislature is in session when the report is completed, lay the report before the Legislative Assembly; or

(b) if the Legislature is not in session when the report is completed, lay the report before the Legislative Assembly within 15 days after the commencement of the next ensuing session.

52 Section 292 of the Act is amended

(a) by repealing paragraph (k) and substituting the following:

stabilisation de la surveillance et le surintendant et la Société approuvent la demande;

b) l’office de stabilisation présente une demande écrite au surintendant, motifs à l’appui et avis au superviseur, afin d’être libéré de la surveillance et le surintendant et la Société approuvent la demande;

c) le surintendant, par avis envoyé à l’office de stabilisation et à son superviseur et avec l’approbation de la Société, libère l’office de stabilisation de la surveillance.

50 L’article 272 de la Loi est modifié

a) au paragraphe (1), au passage qui précède l’alinéa a), par la suppression de « l’alinéa a) ou b) » et son remplacement par « l’alinéa a), b) ou b.1) »;

b) au paragraphe (2), au passage qui précède l’alinéa a), par la suppression de « l’alinéa a) ou b) » et son remplacement par « l’alinéa a), b) ou b.1) »;

c) au paragraphe (3), par la suppression de « l’alinéa a) ou b) » et son remplacement par « l’alinéa a), b) ou b.1) ».

51 La Loi est modifiée par l’adjonction de ce qui suit après l’article 290 :

290.1(1) Le Ministre procède à l’examen des dispositions de la présente loi et de son application à l’expiration d’un délai de cinq ans de la date d’entrée en vigueur du présent article. Par la suite, il procède à un examen quinquennal.

290.1(2) L’examen terminé, le Ministre prépare un rapport :

a) qu’il dépose devant l’Assemblée législative, si elle siège;

b) si elle ne siège pas, qu’il dépose dans les quinze premiers jours de la session suivante.

52 L’article 292 de la Loi est modifié

a) par l’abrogation de l’alinéa k) et son remplacement par ce qui suit :

(k) respecting the making of investments by a credit union, including, without limiting the generality of the foregoing,

- (i) respecting prohibitions, conditions, restrictions or limitations in relation to investments by a credit union, and
- (ii) providing that different investments or classes of investments by a credit union are subject to different prohibitions, conditions, restrictions or limitations;

(b) by repealing paragraph (m) and substituting the following:

(m) respecting the equity to be maintained by a credit union, including, without limiting the generality of the foregoing,

- (i) respecting exemptions from equity requirements for certain classes of credit unions, and
- (ii) authorizing the Superintendent to approve any matter in relation to classes of credit unions referred to in subparagraph (i);

(c) by repealing paragraph (t);

(d) by repealing paragraph (z) and substituting the following:

(z) respecting the making of investments by a federation, including, without limiting the generality of the foregoing,

- (i) respecting prohibitions, conditions, restrictions or limitations in relation to investments by a federation, and
- (ii) providing that different investments or classes of investments by a federation are subject to different prohibitions, conditions, restrictions or limitations;

(e) by repealing paragraph (cc) and substituting the following:

(cc) respecting the making of investments by a stabilization board, including, without limiting the generality of the foregoing,

k) concernant les placements qu'effectue une caisse populaire, y compris, notamment :

- (i) les interdictions, les conditions, les restrictions ou les limites y afférentes,
- (ii) prévoyant que différents placements ou différentes catégories de placements qu'elle effectue sont assujettis à des interdictions, à des conditions, à des restrictions ou à des limites différentes;

b) par l'abrogation de l'alinéa m) et son remplacement par ce qui suit :

m) concernant l'avoir des membres que doit maintenir une caisse populaire, y compris, notamment :

- (i) les exemptions au titre des exigences relatives à l'avoir des membres pour certaines catégories de caisses populaires,
- (ii) autorisant le surintendant à donner son approbation quant à toute question touchant les catégories de caisses populaires mentionnées au sous-alinéa (i);

c) par l'abrogation de l'alinéa t);

d) par l'abrogation de l'alinéa z) et son remplacement par ce qui suit :

z) concernant les placements qu'effectue une fédération, y compris, notamment :

- (i) les interdictions, les conditions, les restrictions ou les limites y afférentes,
- (ii) prévoyant que différents placements ou différentes catégories de placements qu'elle effectue sont assujettis à des interdictions, à des conditions, à des restrictions ou à des limites différentes;

e) par l'abrogation de l'alinéa cc) et son remplacement par ce qui suit :

cc) concernant les placements qu'effectue un office de stabilisation, y compris, notamment :

(i) respecting investments for the purposes of providing financial assistance to credit unions and the approval by the Superintendent of agreements in relation to such investments,

(ii) respecting prohibitions, conditions, restrictions or limitations in relation to investments by a stabilization board, and

(iii) providing that different investments or classes of investments by a stabilization board are subject to different prohibitions, conditions, restrictions or limitations;

(f) by repealing paragraph (dd);

(g) by repealing paragraph (ee) and substituting the following:

(ee) respecting, for the purposes of subsection 202.2(1), the determination of the minimum amount to be maintained in a stabilization fund;

(h) by adding after paragraph (ee) the following:

(ee.1) for the purposes of sections 202.2 to 202.4, prescribing the amounts that are excluded in determining the total amount of the stabilization fund of a stabilization board;

(i) by repealing paragraph (ii) and substituting the following:

(ii) respecting the making of investments by the Corporation, including, without limiting the generality of the foregoing,

(i) respecting prohibitions, conditions, restrictions or limitations in relation to investments by the Corporation, and

(ii) providing that different investments or classes of investments by the Corporation are subject to different prohibitions, conditions, restrictions or limitations;

(j) by repealing paragraph (jj) and substituting the following:

(jj) respecting the amount of deposit insurance coverage for the purposes of subsection 220(1);

(i) les placements effectués pour fournir de l'aide financière aux caisses populaires et l'approbation par le surintendant des ententes relatives à ces placements,

(ii) les interdictions, les conditions, les restrictions ou les limites relatives aux placements qu'il effectue,

(iii) prévoyant que différents placements ou différentes catégories de placements qu'il effectue sont assujettis à des interdictions, à des conditions, à des restrictions ou à des limites différentes;

f) par l'abrogation de l'alinéa dd);

g) par l'abrogation de l'alinéa ee) et son remplacement par ce qui suit :

ee) concernant, pour l'application du paragraphe 202.2(1), la détermination du solde minimal qui doit être maintenu dans un fonds de stabilisation;

h) par l'adjonction de ce qui suit après l'alinéa ee) :

ee.1) pour l'application des articles 202.2 à 202.4, prescrivant les postes à exclure lorsqu'il s'agit de déterminer le solde du fonds de stabilisation d'un office de stabilisation;

i) par l'abrogation de l'alinéa (ii) et son remplacement par ce qui suit :

ii) concernant les placements qu'effectue la Société, y compris, notamment :

(i) les interdictions, les conditions, les restrictions ou les limites y afférentes,

(ii) prévoyant que différents placements ou différentes catégories de placements qu'elle effectue sont assujettis à des interdictions, à des conditions, à des restrictions ou à des limites différentes;

j) par l'abrogation de l'alinéa jj) et son remplacement par ce qui suit :

jj) concernant le montant d'assurance-dépôts pour l'application du paragraphe 220(1);

53 *Schedule A of the Act is amended by striking out*

53 *L'annexe A de la Loi est modifiée par la suppression de*

266(4). H

266(4). H

and substituting the following:

et son remplacement par ce qui suit :

266.4(1). H

266.4(1). H

266.4(2). H

266.4(2). H

266.4(3). H

266.4(3). H

TRANSITIONAL PROVISIONS

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

54(1) *In this section, “prior law” means the law in force immediately before the commencement of this section.*

54(1) *Au présent article, « loi antérieure » désigne la loi en vigueur immédiatement avant l’entrée en vigueur du présent article.*

54(2) *A director of the Brunswick Credit Union Federation Stabilization Board Limited or the Office de Stabilisation de la Fédération des Caisses Populaires Acadiennes Limitée holding office immediately before the commencement of this section, other than the Superintendent of Credit Unions, shall be deemed to have been appointed in accordance with section 203 of the Credit Unions Act, as amended by section 19 of this Act, and shall continue to serve his or her term as director until he or she dies, resigns, is removed from office, is re-elected, reappointed or replaced or, subject to subsection (3), becomes disqualified.*

54(2) *Tout administrateur de l’Office de Stabilisation de la Fédération des Caisses Populaires Acadiennes Limitée et de la Brunswick Credit Union Federation Stabilization Board Limited qui est en fonction immédiatement avant l’entrée en vigueur du présent article, à l’exception du surintendant des caisses populaires, est réputé avoir été nommé conformément à l’article 203 de la Loi sur les caisses populaires, dans sa version modifiée par l’article 19 de la présente loi, et le demeure jusqu’à son décès, sa démission, sa destitution, sa réélection, sa renomination ou son remplacement ou, sous réserve du paragraphe (3), jusqu’à ce qu’il devienne inhabile à exercer cette fonction.*

54(3) *Any circumstance existing immediately before the commencement of this section in respect of a director referred to in subsection (2) that under prior law would not have resulted in his or her being disqualified from being a director of a stabilization board, but would, if not for this subsection, result in such a disqualification immediately after the commencement of this section, does not result in the director being disqualified from serving the remainder of the term referred to in subsection (2).*

54(3) *La situation de fait d’un administrateur visé au paragraphe (2) existant immédiatement avant l’entrée en vigueur du présent article qui, en vertu de la loi antérieure, ne l’aurait pas rendu inhabile à siéger comme administrateur d’un office de stabilisation, bien que l’entrée en vigueur du présent article le rendrait, n’était le présent article, inhabile à siéger à ce titre, ne le rend pas inhabile à terminer le mandat mentionné au paragraphe (2).*

55(1) *All appointments of the directors of the board of directors of the New Brunswick Credit Union Deposit Insurance Corporation appointed in accordance with subsection 229(2) of the Credit Unions Act, as that subsection existed immediately before the commencement of this section, and holding office immediately before the commencement of this section are revoked.*

55(1) *Sont révoquées les nominations des administrateurs au conseil d’administration de la Société d’assurance-dépôts des caisses populaires du Nouveau-Brunswick auxquelles il est procédé conformément au paragraphe 229(2) de la Loi sur les caisses populaires, tel qu’il existait immédiatement avant l’entrée en vigueur du présent article, et qui étaient en fonction immédiatement avant l’entrée en vigueur du présent article.*

55(2) *No action, application or other proceeding lies or shall be instituted against the Minister of Justice and*

55(2) *Nulle action, demande ou autre procédure ne peut être intentée contre le ministre de la Justice et de la*

Consumer Affairs or the Crown in right of the Province as a result of the revocation under subsection (1) of the appointments of directors of the New Brunswick Credit Union Deposit Insurance Corporation.

Consommation ou contre la Couronne du chef de la province par suite de la révocation des nominations d'administrateurs de la Société d'assurance-dépôts des caisses populaires du Nouveau-Brunswick à laquelle il est procédé en vertu du paragraphe (1).

COMMENCEMENT

56 *This Act or any provision of it comes into force on a day or days to be fixed by proclamation.*

ENTRÉE EN VIGUEUR

56 *La présente loi ou l'une quelconque de ses dispositions entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par proclamation.*

EXPLANATORY NOTES

NOTES EXPLICATIVES

Section 1

The existing provision is as follows:

25 No credit union shall establish or relocate a branch office of the credit union without the approval of the stabilization board of which the credit union is a member.

Section 2

The existing provision is as follows:

39 A credit union shall not pay a patronage refund or a dividend on shares if there are reasonable grounds for believing that

Section 3

- (a) Consequential amendment.
- (b) Consequential amendment.
- (c) New provisions.
- (d) Consequential amendment.

Section 4

New provisions.

Section 5

(a) The existing provision is as follows:

60(1) The membership of a credit union consists of its incorporators and those persons whose applications for membership are accepted by the directors of the credit union in accordance with this Act and the articles and by-laws of the credit union.

(b) Consequential amendment.

Section 6

New provision.

Section 7

The existing provision is as follows:

94 The directors of a credit union shall establish, in accordance with the regulations, an audit committee and a credit committee, which committees shall perform such duties and have such powers as may be provided for in the regulations.

Section 8

(a) The existing provision is as follows:

Article 1

Texte de la disposition actuelle :

25 Nulle caisse populaire ne peut établir ou relocaliser une succursale sans l'approbation de l'office de stabilisation dont la caisse populaire est membre.

Article 2

Texte de la disposition actuelle :

39 Une caisse populaire ne peut pas payer une ristourne ou un dividende sur des parts sociales, s'il existe des motifs raisonnables de croire

Article 3

- a) Modification corrélative.
- b) Modification corrélative.
- c) Nouvelles dispositions.
- d) Modification corrélative.

Article 4

Nouvelles dispositions.

Article 5

a) Texte de la disposition actuelle :

60(1) Les membres d'une caisse populaire sont ses fondateurs et les personnes dont les demandes d'adhésion sont acceptées par les administrateurs de la caisse populaire conformément à la présente loi, aux statuts et règlements administratifs de la caisse populaire.

b) Modification corrélative.

Article 6

Nouvelle disposition.

Article 7

Texte de la disposition actuelle :

94 Les administrateurs d'une caisse populaire doivent établir conformément aux règlements un comité de vérification et un comité de crédit, ces comités doivent exécuter des fonctions et avoir des pouvoirs que les règlements peuvent prévoir.

Article 8

a) Texte de la disposition actuelle :

113(1) At the annual meeting of a credit union, the members shall appoint, from a list of auditors prepared by the stabilization board but subject to subsection (3), an auditor for the credit union.

- (b) New provisions.
- (c) Consequential amendment.
- (d) Consequential amendment.
- (e) Consequential amendment.
- (f) Consequential amendment.

Section 9

Consequential amendment.

Section 10

New provision.

Section 11

Consequential amendment.

Section 12

The existing provision is as follows:

191(1) Except where it is inconsistent with this Part and subject to subsection (2), Part VII applies with the necessary modifications in relation to the directors and officers of a federation.

191(2) The directors of a federation are not required to establish a credit committee unless the Superintendent requires the directors to do so.

Section 13

Consequential amendment.

Section 14

(a) The existing provision is as follows:

198(1) Subject to this Act, a stabilization board may ...

(c) make available to its member credit unions any form of financial assistance for the purpose of stabilization that it considers appropriate on such terms and conditions as it considers appropriate,

(b) New provision.

Section 15

(a) New provision.

113(1) À l'assemblée annuelle d'une caisse populaire, les membres doivent nommer un vérificateur pour la caisse populaire à partir d'une liste de vérificateurs préparée par l'office de stabilisation, sous réserve du paragraphe (3).

- b) Nouvelles dispositions.
- c) Modification corrélative.
- d) Modification corrélative.
- e) Modification corrélative.
- f) Modification corrélative.

Article 9

Modification corrélative.

Article 10

Nouvelle disposition.

Article 11

Modification corrélative.

Article 12

Texte de la disposition actuelle :

191(1) Sauf en cas d'incompatibilité avec la présente partie et sous réserve du paragraphe (2), la Partie VII s'applique aux administrateurs et dirigeants d'une fédération avec les adaptations nécessaires.

191(2) Les administrateurs d'une fédération ne sont pas tenus d'établir un comité de crédit à moins que le surintendant ne leur ordonne de le faire.

Article 13

Modification corrélative.

Article 14

(a) Texte de la disposition actuelle :

198(1) Sous réserve de la présente loi, l'office de stabilisation peut ...

(c) rendre disponible à ses caisses populaires membres toute forme d'aide financière aux fins de stabilisation qu'il considère à propos selon des modalités et conditions convenables à son avis,

(b) Nouvelle disposition.

Article 15

(a) Nouvelle disposition.

- (b) Consequential amendment.

Section 16

- (a) Consequential amendment.
(b) New provision.

Section 17

- (a) The existing provision is as follows:

202(1) A stabilization board shall levy and collect from each of its member credit unions such amount of money in relation to annual levies as may be determined by the stabilization board in accordance with the regulations.

- (b) Consequential amendment.

- (c) The existing provision is as follows:

202(4) A stabilization board may discontinue levies where the total amount of the stabilization fund is equal to an amount determined in accordance with the regulations.

Section 18

New provisions.

Section 19

- (a) (i) The existing provision is as follows:

203(1) The business and affairs of a stabilization board shall be managed by a board of directors consisting of eight persons, namely ...

- (b) two persons who shall be appointed by the Minister,

- (a) (ii) The existing provision is as follows:

203(1) The business and affairs of a stabilization board shall be managed by a board of directors consisting of eight persons, namely ...

- (c) two persons who shall be appointed by the board of directors of the federation in relation to which the stabilization is established who, notwithstanding paragraph 204(d), may be directors of a credit union or a federation, and

- (b) New provision.

- (c) The existing provision is as follows:

203(7) Where a vacancy occurs during the term of office of a director elected under paragraph (1)(a) or appointed under paragraph (1)(b) or (1)(c), the vacancy may be filled for the remainder of the term of the director by an election made in accordance with paragraph (1)(a) or an appointment made under paragraph (1)(b) or (1)(c).

- b) Modification corrélative.

Article 16

- a) Modification corrélative.
b) Nouvelle disposition.

Article 17

- a) Texte de la disposition actuelle :

202(1) L'office de stabilisation doit lever et percevoir de chaque caisse populaire des sommes d'argent relatives aux contributions annuelles qu'il peut déterminer conformément aux règlements.

- b) Modification corrélative.

- c) Texte de la disposition actuelle :

202(4) L'office de stabilisation peut cesser de percevoir les contributions lorsque le montant total du fonds de stabilisation est égal au montant fixé conformément aux règlements.

Article 18

Nouvelles dispositions.

Article 19

- a) (i) Texte de la disposition actuelle :

203(1) Les activités et les affaires internes d'un office de stabilisation doivent être gérées par un conseil d'administration composé de huit personnes, à savoir ...

- b) deux personnes nommées par le Ministre,

- a) (ii) Texte de la disposition actuelle :

203(1) Les activités et les affaires internes d'un office de stabilisation doivent être gérées par un conseil d'administration composé de huit personnes, à savoir ...

- c) deux personnes nommées par le conseil d'administration de la fédération auprès de laquelle l'office de stabilisation est établi qui, nonobstant l'alinéa 204d) peuvent être les administrateurs d'une caisse populaire ou d'une fédération, et

- b) Nouvelle disposition.

- c) Texte de la disposition actuelle :

203(7) Lorsqu'il se produit une vacance au cours du mandat d'un administrateur élu en application de l'alinéa (1)a) ou nommé en application de l'alinéa (1)b) ou (1)c), cette vacance peut être comblée pour le reste du mandat de l'administrateur par une élection aux termes de l'alinéa (1)a) ou une nomination aux termes de l'alinéa (1)b) ou (1)c).

(d) New provision.

Section 20

(a) Consequential amendment.

(b) New provision.

(c) (i) The existing provision is as follows:

204 The following persons are disqualified from being a director of a stabilization board: ...

(d) an employee, director or officer of a credit union, a federation or another stabilization board;

(c) (ii) New provisions.

(c) (iii) Consequential amendment.

(c) (iv) The existing provision is as follows:

204 The following persons are disqualified from being a director of a stabilization board: ...

(f) a solicitor of a stabilization board or a federation.

(c) (v) New provision.

(d) New provision.

Section 21

New provision.

Section 22

Consequential amendment.

Section 23

New provisions.

Section 24

Consequential amendment.

Section 25

The existing provision is as follows:

227(1) Notwithstanding section 223 and subject to the direction of the Corporation, the deposit insurance fund referred to in section 223 shall be maintained as two separate accounts, each of which shall consist of the amount paid into the deposit insurance fund by one of the stabilization boards.

d) Nouvelle disposition.

Article 20

a) Modification corrélatrice.

b) Nouvelle disposition.

c) (i) Texte de la disposition actuelle :

204 Les personnes suivantes n'ont pas les qualités requises pour être administrateurs d'un office de stabilisation : ...

d) les employés, les administrateurs ou les dirigeants d'une caisse populaire, d'une fédération ou d'un autre office de stabilisation;

c) (ii) Nouvelles dispositions.

c) (iii) Modification corrélatrice.

c) (iv) Texte de la disposition actuelle :

204 Les personnes suivantes n'ont pas les qualités requises pour être administrateurs d'un office de stabilisation : ...

f) les procureurs d'un office de stabilisation ou d'une fédération.

c) (v) Nouvelle disposition.

d) Nouvelle disposition.

Article 21

Nouvelle disposition.

Article 22

Modification corrélatrice.

Article 23

Nouvelles dispositions.

Article 24

Modification corrélatrice.

Article 25

Texte de la disposition actuelle :

227(1) Nonobstant l'article 223 et sous réserve des instructions de la Société, le fonds d'assurance-dépôts visé à l'article 223 doit être maintenu en deux comptes distincts, chacun d'eux composé du montant que l'un des offices de stabilisation a versé dans le fonds d'assurance-dépôts.

227(2) Each account referred to in subsection (1) shall be administered and invested, subject to the direction of the Corporation, by the stabilization board that paid into the deposit insurance fund the amount maintained in that account.

227(3) Where payment is made out of the deposit insurance fund, the amount of the payment shall be divided, and shall be deducted from each account, in such proportions as the Corporation considers appropriate.

Section 26

New provisions.

Section 27

(a) (i) Consequential amendment.

(a) (ii) Consequential amendment.

(a) (iii) New provisions.

(b) The existing provision is as follows:

229(2) A stabilization board shall appoint from among its directors two persons to the board of directors of the Corporation at least one of whom shall be a director appointed to the stabilization board by the Minister.

(c) Consequential amendment.

(d) New provision.

(e) Consequential amendment.

(f) New provision.

(g) The existing provision is as follows:

229(5) A director of the Corporation appointed in accordance with subsection (2) ceases to hold office on ceasing to be a director of the stabilization board.

(h) New provision.

(i) Consequential amendment.

Section 28

New provisions.

Section 29

The existing provision is as follows:

230(1) The Superintendent shall serve as chairperson of the board of directors of the Corporation.

227(2) L'office de stabilisation qui a versé au compte d'assurance-dépôts le montant maintenu dans l'un des comptes visés au paragraphe (1) doit l'administrer et faire des placements selon les instructions de la Société.

227(3) Lorsqu'un paiement est prélevé du fonds d'assurance-dépôts, le montant du paiement doit être réparti et déduit de chaque compte dans les proportions que la Société estime appropriées.

Article 26

Nouvelles dispositions.

Article 27

a) (i) Modification corrélative.

a) (ii) Modification corrélative.

a) (iii) Nouvelles dispositions.

b) Texte de la disposition actuelle :

229(2) Un office de stabilisation doit nommer parmi ses administrateurs deux personnes au conseil d'administration de la Société et l'un d'eux au moins doit être un administrateur nommé à l'office de stabilisation par le Ministre.

c) Modification corrélative.

d) Nouvelle disposition.

e) Modification corrélative.

f) Nouvelle disposition.

g) Texte de la disposition actuelle :

229(5) L'administrateur de la Société nommé conformément au paragraphe (2), n'occupe plus ce poste dès qu'il cesse d'être administrateur de l'office de stabilisation.

h) Nouvelle disposition.

i) Modification corrélative.

Article 28

Nouvelles dispositions.

Article 29

Texte de la disposition actuelle :

230(1) Le surintendant doit servir à titre de président du conseil d'administration de la Société.

Section 30

The existing provision is as follows:

232 All directors, including the chairperson, shall have a vote and in the case of a tie vote the chairperson shall be entitled to cast a tie-breaking vote.

Section 31

The existing provision is as follows:

233 While acting as a director of the Corporation, a director appointed in accordance with subsection 229(2) shall be paid such remuneration and shall be reimbursed for such expenses as if the director were acting as a director of the stabilization board.

Section 32

Consequential amendment.

Section 33

The existing provision is as follows:

246 A person may appeal a decision or an order of the Minister or Superintendent to the Court within thirty days after the making of the decision or order.

Section 34

Consequential amendment.

Section 35

New provision.

Section 36

Consequential amendment.

Section 37

New provisions.

Section 38

Consequential amendment.

Section 39

Consequential amendment.

Section 40

New provisions.

Article 30

Texte de la disposition actuelle :

232 Tous les administrateurs y compris le président, ont le droit de vote, et en cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Article 31

Texte de la disposition actuelle :

233 Lorsqu'il sert à titre d'administrateur de la Société, un administrateur nommé conformément au paragraphe 229(2) doit être rémunéré et remboursé des dépenses comme s'il avait servi à titre d'administrateur de l'office de stabilisation.

Article 32

Modification corrélatrice.

Article 33

Texte de la disposition actuelle :

246 Une personne peut interjeter appel d'une décision ou d'un ordre du Ministre ou du surintendant devant la Cour dans les trente jours de la décision ou de l'ordre.

Article 34

Modification corrélatrice.

Article 35

Nouvelle disposition.

Article 36

Modification corrélatrice.

Article 37

Nouvelles dispositions.

Article 38

Modification corrélatrice.

Article 39

Modification corrélatrice.

Article 40

Nouvelles dispositions.

Section 41

Consequential amendment.

Section 42

(a) The existing provision is as follows:

265(3) The stabilization board shall send a copy of any order made under subsection (1) or (2) to the auditor of the credit union, the directors of the federation of which the credit union is a member and to the Superintendent.

(b) New provision.

(c) The existing provision is as follows:

265(5) A credit union in relation to which an order is made under subsection (1), (2) or (4) may request a hearing before the Superintendent in relation to the order.

(d) New provision.

(e) (i) Consequential amendment.

(e) (ii) A correction is made in the French version.

(f) New provisions.

Section 43

(a) New provision.

(b) The existing provision is as follows:

266(2) A federation or stabilization board in relation to which an order is made under subsection (1) may request a hearing before the Minister in relation to the order.

(c) New provision.

(d) The existing provision is as follows:

266(3) The Minister may, after giving the Superintendent and the federation or stabilization board the opportunity to be heard,

(a) make an order affirming, revoking or varying an order made under this section, or

(b) make such other or additional orders as the Minister considers appropriate.

(e) New provisions.

(f) Consequential amendment.

Section 44

New provisions.

Article 41

Modification corrélative.

Article 42

a) Texte de la disposition actuelle :

265(3) L'office de stabilisation doit envoyer une copie de tout ordre donné en application du paragraphe (1) ou (2) au vérificateur de la caisse populaire, aux administrateurs de la fédération dont la caisse populaire est membre et au surintendant.

b) Nouvelle disposition.

c) Texte de la disposition actuelle :

265(5) La caisse populaire au sujet de laquelle un ordre est donné en application du paragraphe (1), (2) ou (4) peut demander une audition devant le surintendant concernant l'ordre.

d) Nouvelle disposition.

e) (i) Modification corrélative.

e) (ii) Une erreur est corrigée à la version française.

f) Nouvelles dispositions.

Article 43

a) Nouvelle disposition.

b) Texte de la disposition actuelle :

266(2) Une fédération ou un office de stabilisation au sujet duquel un ordre est donné en application du paragraphe (1) peut demander une audition devant le Ministre concernant l'ordre.

c) Nouvelle disposition.

d) Texte de la disposition actuelle :

266(3) Le Ministre peut, après avoir donné au surintendant et à la fédération ou à l'office de stabilisation l'occasion de se faire entendre,

a) donner un ordre confirmant, révoquant ou modifiant un ordre donné en application du présent article, ou

b) donner d'autres ordres, complémentaires ou non, qu'il estime à propos.

e) Nouvelles dispositions.

f) Modification corrélative.

Article 44

Nouvelles dispositions.

Section 45

- (a) Consequential amendment.
- (b) Consequential amendment.
- (c) New provisions.

Section 46

New provisions.

Section 47

- (a) Consequential amendment.
- (b) New provision.

Section 48

Consequential amendment.

Section 49

New provision.

Section 50

- (a) Consequential amendment.
- (b) Consequential amendment.
- (c) Consequential amendment.

Section 51

New provisions.

Section 52

- (a) Consequential amendment.
- (b) The existing provision is as follows:

292 The Lieutenant-Governor in Council may make regulations ...

- (m) respecting the equity to be maintained by a credit union;
- (c) Consequential amendment.
- (d) Consequential amendment.
- (e) The existing provision is as follows:

292 The Lieutenant-Governor in Council may make regulations ...

Article 45

- a) Modification corrélatrice.
- b) Modification corrélatrice.
- c) Nouvelles dispositions.

Article 46

Nouvelles dispositions.

Article 47

- a) Modification corrélatrice.
- b) Nouvelle disposition.

Article 48

Modification corrélatrice.

Article 49

Nouvelle disposition.

Article 50

- a) Modification corrélatrice.
- b) Modification corrélatrice.
- c) Modification corrélatrice.

Article 51

Nouvelles dispositions.

Article 52

- a) Modification corrélatrice.
- b) Texte de la disposition actuelle :

292 Le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir des règlements ...

- m) concernant l'avoir des membres à maintenir par une caisse populaire;
- c) Modification corrélatrice.
- d) Modification corrélatrice.
- e) Texte de la disposition actuelle :

292 Le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir des règlements ...

(cc) respecting the making of investments by a stabilization board including, without limiting the generality of the foregoing, any prohibitions, conditions, restrictions or limitations in relation to such investments;

(f) Consequential amendment.

(g) The existing provision is as follows:

292 The Lieutenant-Governor in Council may make regulations ...

(ee) respecting the total amount of the stabilization fund for the purposes of subsection 202(4);

(h) New regulation-making authority.

(i) Consequential amendment.

(j) The existing provision is as follows:

292 The Lieutenant-Governor in Council may make regulations ...

(jj) respecting the amount to which deposits are insured for the purposes of subsection 220(1);

Section 53

Consequential amendment.

Section 54

(1) Transitional provision.

(2) Transitional provision.

(3) Transitional provision.

Section 55

(1) Transitional provision.

(2) Transitional provision.

Section 56

Commencement provision.

cc) concernant les placements effectués par un office de stabilisation, y compris, sans restreindre la généralité de ce qui précède, les prohibitions, conditions, restrictions ou limites y afférentes;

f) Modification corrélatrice.

g) Texte de la disposition actuelle :

292 Le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir des règlements ...

ee) concernant le montant total du fonds de stabilisation aux fins du paragraphe 202(4);

h) Nouveau pouvoir de réglementation.

i) Modification corrélatrice.

j) Texte de la disposition actuelle :

292 Le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir des règlements ...

jj) concernant le plafond réglementaire des dépôts assurés aux fins du paragraphe 220(1);

Article 53

Modification corrélatrice.

Article 54

(1) Disposition transitoire.

(2) Disposition transitoire.

(3) Disposition transitoire

Article 55

(1) Disposition transitoire.

(2) Disposition transitoire.

Article 56

Entrée en vigueur.